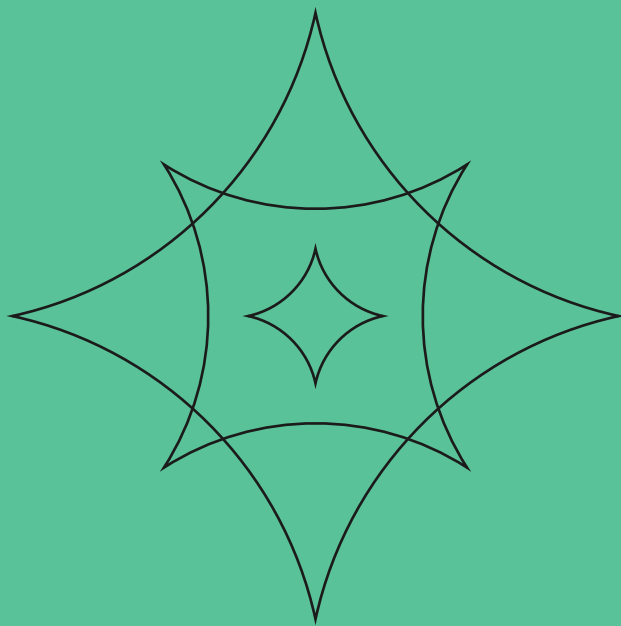


LES CAHIERS DES RENCONTRES ÉCONOMIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

Recréer *les espoirs*



Recréer *les espoirs*

SOUS LA DIRECTION
DE JEAN-HERVÉ LORENZI

RECRÉER LES ESPOIRS

**DANS LA COLLECTION DES
CAHIERS DES RENCONTRES ÉCONOMIQUES 2023**

**DISSIPER LES INCERTITUDES
RECRÉER LES ESPOIRS
FAIRE DES CHOIX
AMORCER LES REBONDS**

EN COLLABORATION AVEC



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
PAR JEAN-HERVÉ LORENZI	

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE	9
PAR AXELLE LEMAIRE	

COMPRENDRE LES ALGORITHMES POUR ESPÉRER DE NOUVEAU	27
PAR AURÉLIE JEAN	

INDUSTRIE EUROPÉENNE : AFFRONTER LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA DÉCARBONATION	39
PAR PATRICE GEOFFRON	

LE COMMERCE PEUT-IL ENCORE PACIFIER LES RELATIONS INTERNATIONALES ?	55
PAR SYLVIE MATELLY	

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN	69
PAR STEVEN ERLANGER	

D'UN PARADOXE À L'AUTRE	83
PAR CLAIRE THOURY	

DANSER POUR LE CLIMAT : LA JEUNESSE BOUGE POUR QUE TOUT CHANGE	93
PAR JULIETTE QUEF	

OPÉRATION JEUNESSES	105
PAR JEAN-HERVÉ LORENZI ET HELEN VERRYSSER	

RECRÉER LES ESPOIRS

INTRODUCTION

Quelle audace ! Au moment même où nous dissertons inlassablement sur les difficultés présentes et surtout sur les incertitudes à venir, la tentation est grande de souligner notre difficulté à mener à bien tout projet. Ce n'est pas le choix que nous avons fait, audacieux et parfaitement mis en valeur par ce deuxième Cahier des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, « Recréer les espoirs ». Nous pensons, sans qu'il s'agisse de la foi du charbonnier, que le progrès scientifique, l'extension importante des classes moyennes partout dans le monde, la volonté de favoriser le développement de ce continent magnifique qu'est l'Afrique... tout cela nous permet d'espérer. Mais cela nécessite une approche résolument courageuse et lucide des actions à mener.

Oui, la situation actuelle nous oblige à nous engager collectivement dans une transformation en profondeur de nos sociétés et de nos modes de production. Mais il semble impératif que cette équation comprenne les trois éléments nécessaires à une amélioration globale : la démographie, d'abord, puis une juste structure des répartitions – entre les pays mais aussi à l'intérieur des pays – et enfin la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Il est évidemment impossible de séparer les problèmes de fonctionnement, d'équilibre d'une société donnée, et la lutte contre le réchauffement climatique. On le voit bien aujourd'hui, pour certaines personnes l'augmentation du prix du gaz ou de l'électricité ne représente qu'une déconvenue mineure. Pour d'autres, c'est une question de survie.

La France est-elle prête à ces bouleversements majeurs qui concernent tant le social que l'économique ? Oui, car la France est un pays fondamentalement scientifique, d'innovations dans tous les secteurs. La société française a trois atouts majeurs : une histoire scientifique tout à fait remarquable, une vraie jeunesse et

RECRÉER LES ESPOIRS

enfin la capacité de mettre en œuvre des associations entre les secteurs public et privé particulièrement vertueuses.

Nous restons donc très positifs quant à l'avenir, du monde, de l'Europe et de la France. Si l'on a constaté une certaine perte de vitesse de la société française lors de ces vingt dernières années, qu'elle a manqué de dynamisme, nous sommes convaincus que la génération actuelle va la faire rebondir. La crise du Covid-19 et la nécessaire transition écologique engagent de plus en plus à innover tout en ayant un impact positif sur la société.

Au terme « durable » je préfère l'expression de « bien-être ». L'innovation durable, c'est avant tout la science. Celle-ci est intimement porteuse de l'évolution des sociétés si l'on sait la diriger pour le bien-être de tous. Mais cette expression est aussi un passe-partout, une expression galvaudée, d'autant plus difficile à définir qu'elle ne reflète trop souvent qu'une forme de politiquement correct. « L'innovation », le « durable » ne sont pas des mots magiques. Ils décrivent des phénomènes complexes dont les retombées sociales se mesurent et sont parfois destructrices.

Le « bien-être » à l'échelle d'une société, catégorie économique et politique que j'appelle de mes vœux, pourrait se définir de manière très simple. C'est la capacité à nourrir, à soigner, à loger les hommes et à leur donner une perspective. Il me semble plus intéressant de juger les innovations et les avancées qu'elles promettent selon ces impératifs-là. C'est autour du bien-être que ce Cahier s'exprime, avec l'idée simple que notre destinée, individuelle et collective, est largement entre nos mains.

JEAN-HERVÉ LORENZI

RECRÉER LES ESPOIRS

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

PAR AXELLE LEMAIRE

À PROPOS DE L'AUTRICE

Axelle Lemaire travaille à mettre l'innovation au service du bien commun. Elle fut députée, secrétaire d'État en charge du numérique et de l'innovation, puis associée dans un cabinet de conseil en stratégie et directrice déléguée à la Croix-Rouge.

SYNTHÈSE

La notion d'espoir est souvent perçue comme rassurante et empreinte d'optimisme, particulièrement en temps d'incertitude. Pourtant, l'espoir peut également conduire à la passivité, à l'inverse de la volonté, telle que les stoïciens la définissent, qui implique l'action et finalement le changement. De plus, un espoir déçu peut engendrer de la tristesse, des frustrations, de la colère et du cynisme. En France, la politique incarne souvent un espoir déçu, en présumant que la surpuissance d'un seul individu peut tout résoudre et déterminer l'avenir du pays.

Axelle Lemaire, directrice déléguée à la Croix-Rouge, propose plutôt de développer une forme d'Espérance qui puisse conduire à des actions réfléchies et fortes afin de recréer les espoirs. Cette approche de l'Espérance s'inscrit dans la lignée de ce que Malraux entendait par cette notion, à savoir l'action. L'Espérance peut également prendre une dimension théologique, impliquant une condition de solidarité et une prise en compte réelle de la pauvreté. Que ce soit à travers des figures telles que Greta Thunberg et le pape François, ou encore à travers la mythologie grecque, l'espoir a traversé les âges et les époques en cherchant à atteindre un objectif ultime d'amélioration et de progrès dans le cadre d'un projet commun.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

J'ai ancré l'espérance
Aux racines de la vie

Face aux ténèbres
J'ai dressé des clartés
Planté des flambeaux
A la lisière des nuits

Des clartés qui persistent
Des flambeaux qui se glissent
Entre ombres et barbaries

Des clartés qui renaissent
Des flambeaux qui se dressent
Sans jamais déperir

J'enracine l'espérance
Dans le terreau du cœur
J'adopte toute l'espérance
En son esprit frondeur.

Andrée Chedid¹

« Recréer l'espoir » : c'est le thème des prochaines Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence organisées par le Cercle des économistes. De prime abord, ce choix m'a interpellée. Est-il vraiment pertinent de parler d'espoir au vu de la situation actuelle, si grise ? L'espoir n'est-il pas un encouragement à l'attentisme pour qui considère, comme Gramsci, que l'intelligence est pessimiste ? A quelles conditions peut-on tenter de « recréer l'espoir » ?

¹ *L'espérance*, poème publié dans l'anthologie « Une salve d'avenir. L'espoir, anthologie poétique », parue chez Gallimard en mars 2004

DE L'ESPOIR POUR RÉPONDRE À L'URGENCE DES CRISES ?

« I don't want your hope. I don't want to be hopeful, I want you to panic ! »²
C'est en ces termes que Greta Thunberg s'exprimait lors du Forum économique mondial de Davos en 2019. Derrière une réaction d'apparence spontanée, les propos de la jeune activiste résumaient à eux seuls toute la difficulté de recourir à la notion d'espoir dans ce moment historique.

Les diagnostics posés sur les crises environnementales, mais aussi sociales, économiques et démocratiques qui grondent dans notre pays sont sévères et de plus en plus partagés. Avec les résultats que l'on connaît : accélération des catastrophes naturelles, hausse des inégalités³, crise des gilets jaunes et mobilisations sociales contestataires, dette publique massive, abstention électorale, vote pour les extrêmes, défiance démocratique.

Or aucune organisation – ni les pouvoirs publics, ni les entreprises, ni les associations et encore moins la société dans son ensemble – n'est prête à faire face à cette intensification d'événements exceptionnels répétés. Avec les crises, l'exceptionnel est devenu l'ordinaire.

Ainsi, sauf à devenir une *Chief Happiness Officer*, me suis-je donc sentie un peu démunie à l'idée de recourir à la notion d'espoir. Celui-ci revêt tant de facettes que, pour l'appivoiser, j'ai eu envie de l'appréhender à travers des réflexions éclectiques empruntées à la littérature, la philosophie, ou encore l'étude des religions.

L'ESPOIR AU FOND DE LA JARRE

Pour cela, comme il est fascinant de plonger dans la mythologie grecque ! C'est par les lectures du soir faites à mes enfants que j'ai eu le bonheur d'en redécouvrir les récits, contés par Murielle Szac. Dans un épisode de la vie d'Hermès, l'écrivaine relate l'histoire de la boîte de Pandore⁴. Lorsque Pandora désobéit à son époux

² Greta Thunberg, « Our House Is On Fire », Davos World Economic Forum, 2019.

³ Lucas Chancel, « Richesse », dans Didier Fassin, *La société qui vient*, Seuil, 2022, pp. 633-649.

⁴ Murielle Szac, « Le feuilletton d'Hermès, La mythologie grecque en cent épisodes », Bayard Jeunesse, Paris, 2016.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

Epiméthée et se laissa aller à la curiosité en ouvrant la boîte interdite, en dépit de l'interdiction faite par Zeus, ce sont tous les maux de l'humanité, maladies, fléaux et guerres, qui se répandirent sur terre. Au moment de refermer la jarre, seul l'espoir reste au fond.

« Seul, l'Espoir restait là, à l'intérieur de son infrangible prison, sans passer les lèvres de la jarre, et ne s'évola pas au dehors, car Pandore déjà avait remplacé le couvercle, par le vouloir de Zeus, assembleur de nuées, qui porte l'égide »

– Hésiode, Les Travaux et les Jours, v. 42-105

Est-ce à dire que l'Espoir est encore plus dangereux que les guerres et les fléaux, et qu'il faut le brider pour ne pas se leurrer ? Ou, au contraire, que c'est dans la noirceur de la détresse la plus profonde que l'espoir peut renaître ?

L'ESPOIR EST UN SENTIMENT

L'espoir n'est qu'un sentiment. Il peut, à ce titre, être faussement rassurant. *La volonté* est différente car elle implique le mouvement. *A contrario*, l'espoir encourage une forme de passivité et d'abandon de soi que les philosophes stoiciens de l'Antiquité redoutaient. Dans ses *Lettres à Lucilius*, Sénèque écrit : « Quand tu auras désappris à espérer, je t'apprendrai à vouloir »⁵.

La notion d'espoir est empli de l'optimisme dont elle se nourrit, et il est tentant de s'y raccrocher en ces temps sombres. Espérer, du latin *sperare*, signifie « considérer quelque chose comme devant se réaliser ». Selon l'Académie française, c'est même « attendre avec confiance un bien que l'on désire. Aimer à croire, à penser. Souhaiter. » L'espoir, en cette acception, pourrait être un piège empreint de bonnes intentions, confortant l'esprit humain dans l'illusion que les crises actuelles seront résolues par une sorte de pensée solutionniste magique, en dehors de la prise de risque inhérente à l'action et sans que les espoirs additionnés ne forment un projet commun.

Quand les progrès rapides de l'intelligence artificielle (IA) contribueront de plus en plus à flouter les frontières entre le vrai et le faux, le sage sera celui qui

⁵ Sénèque, « Lettres à Lucilius », J. Bailland, 1914, p. 9.

RECRÉER LES ESPOIRS

ne cultivera pas les espoirs mais cherchera à comprendre la marche extérieure du monde pour éclairer celle-ci et, sans avoir peur, mieux l'orienter. « Tu cesseras de craindre en cessant d'espérer. La crainte et l'espoir, qui paraissent inconciliables, sont pourtant étroitement unis », nous dit Sénèque.

J'ai découvert récemment le travail éclairant de la philosophe Corine Pelluchon sur le concept d'espoir⁶ : « Le sentiment d'espoir, en assurant un état d'attente confiante, voire la conviction, que ce qu'on attend peut, ou doit, se réaliser est une stratégie psychique. Cette stratégie, d'une part reste attachée à l'épreuve de réalité à travers la reconnaissance de la dimension du leurre et de l'illusion qui est partie prenante de nos espérances ; d'autre part, elle tend à court-circuiter le principe de réalité en tant que celui-ci est porteur de jugement affirmant que nos vœux intérieurs ne correspondent pas nécessairement à ce qui peut être retrouvé à l'extérieur ».

Dans son sens premier la notion d'espoir, d'ordre psychologique, relève donc d'un état subjectif de la personne ; elle renvoie à l'attitude consistant à tourner son esprit vers un avenir plus radieux que ne l'est le présent. Elle s'inscrit dans le court terme, comme un réflexe primaire, et concerne surtout l'être en tant qu'individu et non pas élément appartenant à un groupe humain faisant société.

Pour le Cercle des économistes, il n'est donc pas anodin de relier l'espoir à l'analyse économique, qui a longtemps présupposé la rationalité des comportements des agents en faisant peu de cas de leur subjectivité ! Et fort heureusement, la pensée moderne en économie adopte l'interdisciplinarité et intègre l'historicité, l'épistémologie, la sociologie, l'ethnologie⁷... et la psychologie. Un prix Nobel d'économie a d'ailleurs été décerné à Richard Taylor, de l'Université de Chicago, dont les travaux prennent en compte les émotions dans les décisions individuelles et les orientations des marchés. On pourrait même considérer que l'économie comportementale est une clé de compréhension nécessaire des crises. C'est la démarche de l'économiste Robert Boyer qui, dans un livre récent, considère que « l'irruption d'incertitudes radicales appelle un *aggionarmento* de la théorie de la rationalité en économie »⁸.

⁶ Corine Pelluchon, « L'espérance, ou la traversée de l'impossible », Payot & Rivages, 2023.

⁷ Caroline Dufy et Florence Weber, « La nouvelle anthropologie économique », La Découverte, 2023.

⁸ Robert Boyer, « Une discipline sans réflexivité peut-elle être une science ? Épistémologie de l'économie », Éditions de la Sorbonne, 2021.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

Que le très sérieux Cercle des économistes envisage l'*homo economicus* comme un sujet traversé par les émotions en se penchant sur le sujet de l'espoir, c'est finalement une bonne nouvelle !

GARE AUX ESPOIRS ATTENTISTES

Pourtant, il n'est plus temps de rêver. Ce que les experts constatent avec lucidité. La scientifique-citoyenne (et co-présidente du groupe numéro 1 du GIEC) Valérie Masson Delmotte, tire la sonnette d'alarme avant de quitter son mandat au sein du collectif onusien. La chercheuse estime désormais que les conséquences du changement climatique sont « irréversibles » et dénonce les « mesures fragmentées qui maintiennent le fonctionnement économique actuel » par des politiques publiques non transformatrices⁹. De la même manière, la magistrale « leçon inaugurale » d'Esther Duflo au Collège de France offre au lecteur la démonstration de l'effet indéniable du changement climatique sur la pauvreté.

GARE AUX ESPOIRS DÉÇUS

Et puis, la promesse d'une aube douce, c'est un futur espoir déçu. Et ce dernier peut générer tristesse, frustrations, colère, cynisme. C'est vrai de la déception amoureuse. Et c'est particulièrement vrai de la politique en France, dans un pays à régime présidentiel conçu et pratiqué de telle manière qu'il laisse à penser qu'un seul être peut tout faire et que de cette surpuissance dépend l'avenir de tout un pays. La Constitution de la V^e République n'est pas adaptée au XXI^e siècle : le texte et son interprétation n'ont pas intégré la maturité démocratique du peuple français, puisqu'ils entretiennent le mythe d'un président-dieu, ou d'un président-roi, qui incarnerait l'Espoir attendu. Il suffit que le candidat vainqueur se drape dans les habits trop grands de cette incarnation pour que la déception suive l'élection. Ainsi des témoignages, qui se multiplient, exprimés par ceux que l'on dénomme les « déçus du macronisme ». Mais n'avait-on pas placé trop d'espoir en un seul homme ? Sans même analyser son parcours de vie et de métier, son expérience politique et le détail de son programme.

⁹ Aurore Coulaud et Coralie Schaub, « Entretien Valérie Masson-Delmotte, experte du GIEC : « Il y a un décalage entre les engagements climatiques et les actes », Libération, 3 mai 2023.

RECRÉER LES ESPOIRS

Le recours à l'espoir est d'autant plus facile dans la vie politique que le système électoral est encore peu organisé autour du contrôle et de la redevabilité. Mon propos n'est pas ici d'affirmer que l'utopie politique est inutile. Au contraire, celle-ci est indispensable pour élever les esprits et penser le monde autrement. Mais l'ancrage de la promesse politique dans le rappel du réel et la vérité des faits l'est tout autant, pour ne pas courir le risque de décevoir.

Outre-Atlantique, la première campagne électorale de Barack Obama a pu faire rêver plus d'un électeur progressiste. Le symbole de l'accès au pouvoir d'un président afro-américain d'origine immigrée était fort et réconciliateur. Il promettait d'ouvrir la voie à d'autres. Le portrait créé pour l'occasion autour des quatre lettres HOPE par un *street-artiste*, Shepard Fairey, est venu symboliser cet espoir et le nommer. L'œuvre a fait le tour du monde¹⁰ grâce à sa capacité à unir les sympathisants autour d'une même figure. Mais l'espoir n'a pas duré...

... Car POTUS a forcément déçu, ne serait-ce que parce que le contexte politique aux États-Unis l'empêchait de faire passer au Congrès toutes les réformes promises. Même Monsieur Fairey, aurait souhaité un président plus combattif et moins consensuel¹¹.

CONSTRUIRE L'ESPÉRANCE : LES CINQ CONDITIONS

Non, décidément, chercher à créer de nouveaux espoirs en ce moment est un exercice hasardeux, m'étais-je dit à la lecture des auteurs précités. Je préfère l'optimisme de la volonté à l'espoir dévoyé. C'était sans compter sur André Malraux.

M'est revenu à l'esprit le célèbre récit de combat, paru en 1937, de l'écrivain et homme politique. Pourquoi cet être si affranchi, qui menait ses vies de façon libre et extasiée, aurait-il choisi *L'Espoir* pour décrire l'histoire qui se déroulait sous ses yeux pendant la guerre civile d'Espagne ?

¹⁰ Et le poster fut à l'origine d'un contentieux juridique intéressant aux États-Unis, pour qui s'intéresse à la jurisprudence : voir William W. Fisher III & others, *Harvard Journal of Law and Technology*, Volume 25, Number 2 Spring 2012, pp. 243-334

¹¹ Tom McCarthy, « Hope dashed: Obama poster artist says president is a disappointment », *The Guardian*, 28 May 2015

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

Cheminaut dans l'écriture de l'ancien ministre de la Culture, j'ai réalisé qu'il était possible, et absolument vital, de recréer des espoirs... mais qu'il faudrait, pour cela, parler d'espérance, en suivant un chemin bordé de quelques conditions.

PREMIÈRE CONDITION : L'ACTION

Malraux n'envisageait son engagement que par l'action, sur tous les continents et dans toutes les situations. Ainsi s'était-il engouffré dans la lutte pour combattre les fascistes aux côtés des Républicains espagnols. Parce que l'Espoir, chez lui, est inextricablement associé à la vie et à la fraternité ; il donne envie de triompher de tout et de surmonter le réel. Or c'est vrai de la guerre comme de la politique : quand je repense aux quelques années que j'ai passées au sein d'un gouvernement, c'est l'énergie trouvée dans la rencontre avec les autres et sur le terrain de l'action qui m'a fait penser que l'espoir était permis. Celles et ceux qui espéraient dégageaient une énergie contagieuse. D'ailleurs, au XXI^e siècle, les créateurs d'espoirs sont souvent des entrepreneurs. Faire le pari des femmes et des hommes de bonne volonté qui s'engagent pour refuser un ordre établi néfaste et accepter de dissoudre le pouvoir de décider dans le pouvoir d'agir, telle est la première clé pour recréer l'espoir.

DEUXIÈME CONDITION : LA GRAVITÉ

A côté de l'espoir de réconfort il y aurait donc d'autres formes d'espoirs, plus proches de l'espérance. Ces espoirs-là sont comme des éclairs striés dans l'ombre, ceux que Pierre Soulages savait faire jaillir de la lumière. Le peintre voyait dans le pigment noir une couleur « très active » : « Le pot avec lequel je peins est noir. Mais c'est la lumière, diffusée par reflets, qui importe », disait-il¹². Cette comparaison aide, me semble-t-il, à comprendre la nature des espoirs à recréer. Ce sont des espoirs forcément graves. Sans malheurs ni souffrance, l'espoir n'a pas de raison d'être.

¹² « Pierre Soulages, le peintre qui, du noir, faisait jaillir la lumière », AFP, 26 octobre 2022

RECRÉER LES ESPOIRS

C'est avec cette gravité que Simone Weil évoquait « l'espoir qui apaise la douleur »¹³, celui que la mémoire de la Shoah soit transmise. Que le dramaturge syrien Saadallah Wannous¹⁴ estimait, en parlant de son peuple qui essuie les tragédies consécutives, que « nous sommes condamnés à l'espoir »¹⁵. Ou que la climatologue ukrainienne Svitlana Krakvska explique choisissait de continuer de travailler à Kiev en dépit de la guerre faisant rage dans son pays car « quand on a le dos au mur, on ne peut pas être désespéré »¹⁶.

Les crises qui traversent notre monde appellent à la gravité ; elles forment désormais la toile d'une humanité recouverte de pigment noir dont il faut faire émerger des raies de lumières pour tracer une vision d'ensemble, un chemin. Recréer les espoirs, c'est au fond former une Espérance commune qui puisse mener à des actions réfléchies et fortes.

TROISIÈME CONDITION : LA SOLIDARITÉ

Je préfère, au fond, cette notion d'espérance. Celle-ci appartient surtout, aujourd'hui, au domaine spirituel : dans toutes les grandes religions révélées, l'espérance joue un rôle important comme promesse de la foi. Serait-il possible de lui conférer un sens laïc et œcuménique, pour accueillir les réponses qu'appellent les crises multiples ? Car face aux espoirs qui sonnent faux, à un système trop souvent cynique, des comportements égoïstes, un aveuglement volontaire devant les besoins de changement, l'espérance permet de garder un cap collectif et de construire une méthode.

Dans son livre, la philosophe Corine Perruchon adopte une telle démarche, renvoyant à la « sagesse biblique » et à la « vertu théologique » qu'apporte l'étude des religions pour distinguer espoir et espérance. Comme elle, je pense qu'il faut savoir lire les enseignements universels des grandes religions. Par exemple, le pape François puise dans les origines juïques du concept d'espérance pour expliquer l'importance d'accompagner le désespoir d'une empathie profonde : « Pour parler

¹³ Simone Weil, « Seul l'espoir apaise la douleur » (texte inédit, enregistrement INA et Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2006), Flammarion, 2022

¹⁴ Dont la pièce de théâtre « Rituel pour une métamorphose » est le premier texte traduit de l'arabe joué (à Marseille) par la Comédie française

¹⁵ Helen Faradji, « Dounia et la princesse d'Alep, l'espoir à tout prix », 26 avril 2023,

16 Cité par Valérie Masson-Delmotte dans l'entretien à Libération du 3 mai 2023.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

d'espérance à quelqu'un qui est désespéré, il faut partager son désespoir ; pour essuyer les larmes coulant sur le visage de quelqu'un qui souffre, il faut unir ses pleurs aux siens. Dans notre vie, les larmes donnent si souvent naissance à l'espérance, elles sont des germes d'espérance »¹⁷.

Sans empathie, l'espoir caressé par les responsables politiques et économiques est un passe-temps naïf ou une excuse coupable. On ne peut parler de recréer les espoirs qu'à la condition que le discours s'accompagne de solidarité, d'un message d'engagement destiné aux plus démunis¹⁸. Il n'y a pas pire, politiquement et moralement, de promettre de lutter contre la grande pauvreté sans en faire une priorité nationale absolue. Hier, et plus encore aujourd'hui, il y a « une France qui a faim » : les banques alimentaires ont accueilli 2,4 millions de personnes l'année dernière, et les bénéficiaires sont trois fois plus nombreux qu'il y a dix ans¹⁹. Alors attention au risque de mépris derrière la promesse d'espoir ! Albert Camus le comprenait, lui qui, enfant, avait connu la pauvreté. Il écrivait : « de la flatterie la plus dégoûtante au mépris ingénu, il est difficile de savoir ce qui, dans ces homélies (des intellectuels bourgeois) est le plus insultant »²⁰.

Ainsi serait-il indécent de chercher à créer de nouveaux espoirs sans s'attaquer frontalement à la suppression de la grande pauvreté. Pour cela, les dons et le travail des bénévoles arrivent trop tard. C'est bien un droit au logement et à l'alimentation qui doit être institué et organisé. Or à la place, on promet de réformer le RSA pour le conditionnaliser, alors même que ce matelas anti-pauvreté aide surtout les mères monoparentales et les jeunes sans diplôme à ne pas sombrer dans la précarité. Ne parlons d'espoir que si cet espoir peut être partagé par tous !

QUATRIÈME CONDITION : LE DÉTACHEMENT ET L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Dans l'islam aussi, le Coran explique l'importance d'espérer le pardon d'Allah. La tradition musulmane opère une distinction claire entre espoir et espérance. Le premier, la notion d'*Ar-Rajâ'*, entretient les passions et désirs illusoire. L'espérance,

¹⁷ Pape François, Audience Générale, La Croix, 4 janvier 2017.

¹⁸ Stéphane Legleye, Anne Pla et François Gleizes, « Une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale », Insee Focus n° 245, 1er septembre 2021.

¹⁹ A ce sujet le livre très complet de l'anthropologue sociale Bénédicte Bonzi est une lecture nécessaire : La France qui a faim. Le don à l'épreuve des violences alimentaires, Le Seuil, 2023.

²⁰ Préface à La Maison du Peuple, de Louis Guillou, Paris, Grasset, 1953, rééd. « Les Cahiers rouges », 2004, p. 13, cité par Jean Birnbaum dans Le courage de la nuance, Éd. du Seuil, 2021, p. 24.

RECRÉER LES ESPOIRS

elle (*Al-'Amanî*), ne meurt pas, elle est un « espoir permanent » qui conduit au dépassement des épreuves dans la sérénité, ce que le Grand Imam de Bordeaux, Tareq Oubrou, explique avec clarté dans l'un des épisodes de ses « causeries »²¹. Transposé à la sphère politico-économique, le raisonnement est le même : la prise de recul courageuse est indispensable pour s'extraire des demandes particulières pressantes, des exigences financières des actionnaires, des contingences imposées par les injonctions du moment au détriment des intérêts de long terme.

Détachement, et humilité. Or que d'arrogance chez beaucoup de dirigeants ! Que de morgue dans le berceau de la Silicon Valley, qui a voulu incarner l'espoir d'un nouvel ordre technologique mondial et a créé une dystopie anti-sociale. En France, l'optimisme affiché par une certaine *startup Nation* entretient aussi, du moins parfois, le mythe du solutionnisme technologique comme réponse à tous les problèmes du monde. Mais nous n'avons pas réponse à tout ! Le propre de l'Homme est de cultiver le doute, c'est cette capacité réflexive qui oblige à penser les limites de l'être et de l'agir. En se croyant sans bornes, l'humanité se perd et oublie d'interroger sa place et son impact. Recréer l'espoir sincère suppose la modestie dans le rapport aux autres et à la nature.

Il apparaît de plus en plus clairement qu'une politique environnementaliste ambitieuse induit le risque de à porter atteinte à des intérêts particuliers et de contrevvenir à certaines libertés (liberté d'entreprise, liberté d'aller et venir, droit de propriété...). Pour arbitrer sans abîmer l'espoir, la transparence et le langage de vérité s'imposent, même s'ils sont difficiles à revendiquer dans un contexte de défiance massive.

Lorsque le rejet populaire est fort et que la gronde sociale se fait entendre, offrir des espoirs trop grands est un jeu politique risqué. Il est, par exemple, sans doute plus sage de ne pas appeler à la révolution quand on n'est pas soi-même révolutionnaire. A l'inverse, prôner un mode de gouvernance apaisé, transparent, empathique et à l'écoute des citoyens, permet d'entendre la diversité des opinions et contribue à trouver le juste équilibre entre radicalité et *statu quo*, ambition et inaction. Chose certaine, il est dorénavant impossible d'appréhender les problématiques de la société sans convoquer un nombre important de parties

²¹ Tareq Oubrou, « Crainte et espérance », Causerie, 2020.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

prenantes, les faire participer activement à la construction d'un diagnostic partagé et les impliquer directement dans les processus décisionnels. Pour entretenir les espoirs réalistes, l'intelligence collective n'est pas un vain mot mais une nécessité, dont la réussite est documentée par des pratiques managériales et politiques de plus en plus solides.

CINQUIÈME CONDITION : LA SOBRIÉTÉ DURABLE ET L'ÉTHIQUE

Les années 2020 resteront dans l'histoire comme une décennie pivot. Celle de l'émergence des consciences, après 50 ans d'alertes scientifiques et de négociations internationales, sur la sobriété nécessaire et le développement durable. Celle, aussi, de l'arrivée à un certain niveau de maturité technologique de l'intelligence artificielle et de son impact sur la vie quotidienne et les métiers. Avec les progrès de l'IA auto-généralive et la diffusion de versions plus performantes de ChatGPT et autres modèles de langage à grande échelle, les questions éthiques se bousculent : quelle place laissée à l'imagination, la créativité, l'effort humain ? À l'information authentique ? Pour quelle conséquence sur l'emploi et quel respect des libertés fondamentales ? La promesse de l'IA est réelle : on peut en attendre d'énormes poches de productivité, une découverte de nouveaux gisements de croissance, des formes de création réinventées.

Pour autant, les questionnements éthiques soulevés en parallèle restent souvent, au sein des gouvernements et des entreprises, traités de manière trop théorique ou secondaire, au bénéfice de la seule recherche d'efficacité et d'optimisation des coûts. Or la responsabilité éthique ne peut plus seulement être traitée comme un thème de dîners, un enjeu de performance, un objet de lobbying ou une campagne de communication. La loi pour une République numérique votée par le Parlement en 2016 confiait à la CNIL le rôle d'animer les débats sur l'éthique des technologies en lien avec les communautés de chercheurs et de citoyens. Il s'agit désormais de rendre obligatoire la prise en compte de tels critères dans le travail de recherche fondamentale comme appliquée et opérationnelle. La vitesse des voitures est bridée ? Celle de l'IA peut l'être aussi, si le besoin existe ! Ce n'est pas freiner l'innovation que de l'admettre mais bien orienter positivement le sens du progrès humain.

CONCLUSION

En fin de compte, l'avenir de l'humanité dépend des choix que nous faisons en tant qu'individus et en tant que société. Créer de l'espoir nécessite un effort collectif et un engagement à travailler pour un avenir meilleur. En s'attaquant aux causes profondes, en se concentrant sur les changements positifs, nous pouvons travailler à la construction d'un avenir plus porteur d'espoir pour nous-mêmes et les générations futures.

Je tiens à préciser, néanmoins, que ce dernier paragraphe de conclusion a été généré par ChatGPT-4. J'ai préféré, pour ma part, me questionner sur le sens du concept d'espoir dans un monde pollué et automatisé. La décennie actuelle nous porte à voir et à subir les deux bouleversements fondamentaux du siècle, changement climatique et avancées technologiques. Grâce aux Stoiciens, à Malraux, à Corinne Pelluchon ou au pape François, j'ai compris qu'il est possible de créer un chemin d'espérance, à condition de répondre à quelques commandements, et de continuer de croire en la capacité des femmes et des hommes de bonnes volontés de s'unir pour agir, avec gravité et dans la solidarité. Les pages qui suivent vont le démontrer.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

BIBLIOGRAPHIE

Bénédicte Bonzi, « La France qui a faim. Le don à l'épreuve des violences alimentaires », Le Seuil, 2023.

Robert Boyer, « Une discipline sans réflexivité peut-elle être une science ? Épistémologie de l'économie », Éditions de la Sorbonne, 2021.

Louis Guillou « Préface à La Maison du Peuple », dans Jean Birnbaum, Le courage de la nuance, Seuil, 2021, p. 24.

Aurore Coulaud et Coralie Schaub, « Entretien Valérie Masson-Delmotte, experte du GIEC : « Il y a un décalage entre les engagements climatiques et les actes », Libération, 3 mai 2023.

Lucas Chancel, « Richesse », dans Didier Fassin, La société qui vient, Seuil, 2022, pp. 633-649.

Andrée Chedid, « L'espérance », Une salve d'avenir, L'espoir, anthologie poétique, Gallimard, 2004.

Caroline Dufy et Florence Weber, « La nouvelle anthropologie économique », La Découverte, 2023.

Pape François, Audience Générale, La Croix, 4 janvier 2017.

Stéphane Legleye, Anne Pla et François Gleizes, « Une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale », Insee Focus n° 245, 1er septembre 2021.

CONSTRUIRE UN CHEMIN D'ESPÉRANCE

Tom McCarthy, « Hope dashed: Obama poster artist says president is a disappointment », The Guardian, 28 May 2015

Tareq Oubrou, « Crainte et espérance », Causerie, 2020.

Corine Pelluchon, « L'espérance, ou la traversée de l'impossible », Payot & Rivages, 2023.

Murielle Sacz, « Le feuilleton d'Hermès, La mythologie grecque en cent épisodes », Bayard Jeunesse, Paris, 2016.

Sénèque, « Lettres à Lucilius », J. Baillard, 1914, p. 9.

Greta Thunberg, « Our House Is On Fire », Davos World Economic Forum, 2019.

Simone Weil, « Seul l'espoir apaise la douleur » (texte inédit, enregistrement INA et Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2006), Flammarion, 2022.

RECRÉER LES ESPOIRS

COMPRENDRE LES ALGORITHMES POUR ESPÉRER DE NOUVEAU

PAR AURÉLIE JEAN

À PROPOS DE L'AUTRICE

Docteure en sciences, entrepreneure et autrice, Aurélie Jean navigue depuis plus de quinze ans dans la modélisation algorithmique, aujourd'hui entre les États-Unis et la France, dans le domaine du conseil, dans la recherche et le développement, ainsi que dans l'enseignement continu. Elle dirige une agence de conseil et de développement en algorithmique et en data, ainsi qu'une société de *deep tech* dans la détection précoce du cancer du sein. Elle contribue à de nombreux médias sur des sujets scientifiques et techniques, comme *Le Figaro*, *Les Echos*, *Project Syndicate*, *HBR* ou encore *Le 1 hebdo*. Aurélie est aussi autrice de plusieurs livres.

SYNTHÈSE

Longtemps restée abstraite pour le grand public, la puissance des algorithmes a fait une entrée fracassante dans le débat avec la récente mise à disposition, gratuitement et pour tous, d'outils conversationnels. Avec elle, s'est réveillée une ancienne crainte qui accompagna le développement de la machine à vapeur ou de l'ordinateur. La machine remplacera-t-elle l'humain ?

Pour tenter de dépassionner le débat, Aurélie Jean dresse dans cette note quelques rappels historiques et sémantiques essentiels. Qui sait que le premier algorithme fut probablement inventé il y a 2300 ans en Grèce ? Si les machines ne peuvent maîtriser l'intelligence émotionnelle ou créative, peut-on vraiment parler d'intelligence artificielle ?

Une fois certaines craintes dissipées, l'autrice de cette note nous invite à nous emparer de ces outils, à en comprendre les nombreuses implications, si nous souhaitons maîtriser des algorithmes toujours plus puissants et les faire contribuer de manière positive à la société. Aurélie Jean formule ainsi un appel aux citoyens, aux dirigeants économiques, aux législateurs à prendre quatre mesures : mettre en place une éducation tout au long de la vie aux algorithmes, insuffler par l'État une stratégie d'innovation pragmatique et pratique ; arrêter de disperser les aides et viser l'Europe comme échelle ; revaloriser les métiers scientifiques et techniques ; accorder une plus grande liberté au système de recherche.

Depuis plusieurs années, un sentiment de défiance – somme toute compréhensible – règne chez les citoyens ainsi que les dirigeants politiques et économiques vis-à-vis des technologies algorithmiques au regard des nombreux scandales mis à jour. L'affaire Cambridge Analytica, l'algorithme de Google qui labélise les personnes de couleur comme gorilles, celui d'Amazon qui écarte les candidatures féminines pour un poste d'ingénieur en informatique, ou encore l'algorithme au sein de l'application Apple Card qui sous-estime de manière significative les lignes de crédits accordées aux femmes, sont quelques exemples parmi une multitude de controverses et de scandales qui ont éclaboussé les actualités et abimé la confiance des individus et des États. On peut lire dans la presse des affirmations approximatives quand elles ne sont pas fausses telles que « les algorithmes sont sexistes », « les algorithmes sont racistes », ou encore « nous sommes en algocratie ». Ces phrases maladroitement articulées laisseraient croire que le pouvoir est entre les mains des algorithmes, qui agissent indépendamment de leurs concepteurs et qui sont à l'origine du pire. Jusqu'à se convaincre que seul un destin aux allures de fatalité sans espoir de faire évoluer les choses dans la bonne direction, serait possible. Les alternatives aux récits dystopiques existent, mais cela oblige à comprendre le sujet sous-jacent et donc les algorithmes.

L'OMNIPRÉSENCE DES ALGORITHMES DANS NOTRE QUOTIDIEN INDIVIDUEL ET COLLECTIF

Au risque de vous surprendre, l'algorithme voit le jour bien avant la naissance du premier ordinateur, il y a plus de deux mille ans exactement. Au III^e siècle avant notre ère, Euclide fait naître cette discipline à travers son œuvre majeure *Les Éléments* dans laquelle il introduit des éléments géométriques et des méthodes de raisonnement logique pour résoudre des problèmes mais aussi démontrer des théorèmes. L'algorithme d'Euclide qui permet de calculer le plus petit commun diviseur entre deux nombres, étant certainement l'un des plus anciens. En revanche, le mot n'apparaît qu'au IX^e siècle de notre ère, en l'honneur du

RECRÉER LES ESPOIRS

mathématicien Perse Muhammad ibn Musa al-Khwarizmi, père de l'algèbre, par l'usage de son nom latinisé *algoritmi* pour désigner l'objet mathématique.

Nous utilisons et interagissons avec des algorithmes souvent sans le savoir et depuis des décennies. En 2023, ils nous assistent dans la communication, le transport, la santé, la production industrielle ou encore l'enseignement. Ces algorithmes nous recommandent des contenus tels qu'un article de presse à lire, un chemin à privilégier, un rendez-vous à prendre dans son agenda, ou encore un médecin à rencontrer. Ils assistent les médecins dans les examens, les diagnostics et les pronostics. Ils contribuent également à la logistique des hôpitaux, des usines ou encore des villes. Ils accélèrent la conception de nouveaux vaccins et médicaments. Ils permettent aussi de comprendre des phénomènes de causalités et d'anticiper des évolutions futures, tant dans le domaine financier que climatique par exemple. Il est critique que les individus aient conscience de l'existence de ces entités mathématiques et numériques, et de ce qu'ils font pour eux.

Un algorithme est littéralement une séquence d'opérations (explicite ou implicite) exécutées selon une certaine logique afin de répondre à une question, de résoudre un problème ou de comprendre un phénomène. Historiquement pensés pour être exécutés à la main, ils sont aujourd'hui exécutés de manière automatique sur des microprocesseurs d'ordinateurs toujours plus puissants. On distingue les algorithmes explicites dont la logique est définie explicitement par les concepteurs, des algorithmes implicites, dont la logique est construite implicitement par apprentissage machine¹. Parmi les algorithmes explicites on peut citer des arbres décisionnels relativement simples ou des systèmes d'équations mathématiques complexes. Parmi les algorithmes implicites on peut citer des algorithmes d'apprentissage statistique de catégorisation dits de *clustering* ou encore des réseaux neuronaux. Les algorithmes explicites sont calibrés sur un jeu de données, par l'identification des constantes du modèle en confrontant sa réponse aux données du phénomène en conditions réelles ou sous forme d'expériences. Les algorithmes implicites sont entraînés sur un jeu de données censé représenter les scénarios et les situations sur lesquels l'algorithme doit *in fine* répondre à une question ou résoudre un problème. Dans tous les cas, la représentativité statistique de l'échantillon de *data* utilisé pour calibrer ou

¹ Yann Le Cun, « Quand la machine apprend : La révolution des neurones artificiels et de l'apprentissage profond », Odile Jacob, 2019

COMPRENDRE LES ALGORITHMES POUR ESPÉRER DE NOUVEAU

entraîner est cruciale pour l'efficacité et l'exactitude de l'algorithme finalement déployé. Les algorithmes implicites sont en écrasante majorité moins explicables que les algorithmes explicites, c'est-à-dire que leur logique de fonctionnement est moins connue. Cela étant dit, de nombreuses méthodes de calcul, en constante amélioration, permettent d'extraire, même en partie, la logique sous-jacente de l'algorithme. Dans de nombreuses configurations, on construit des algorithmes hybrides qui contiennent des composantes explicites et implicites afin d'augmenter le niveau d'explicabilité mais aussi d'injecter dans l'algorithme du savoir et des connaissances métier sur la discipline simulée.

Vous avez certainement déjà pris connaissance du terme *Intelligence Artificielle* – ou son acronyme IA – pour traiter de ce sujet. Ce mot produit de la confusion car il ne précise pas à quelle intelligence il se réfère. En effet, selon la théorie triarchique de l'intelligence² établie dans les années 1980 par le psychologue américain Robert Sternberg, on peut distinguer trois composantes de l'intelligence : l'intelligence analytique, l'intelligence émotionnelle et créative, et enfin l'intelligence pratique. L'intelligence analytique est la seule composante maîtrisée par l'ordinateur. Un algorithme peut simuler le bon sens ou une émotion sans en maîtriser les tenants et les aboutissants. En pratique, on peut concevoir et programmer un algorithme qui, embarqué dans une boîte vocale, vous dirait plusieurs fois par jour « Je t'aime », sans que la machine ne le ressente. La différence est importante. C'est pour cela que les termes algorithmes et *data* sont privilégiés dans cet article. Le professeur Yoshua Bengio de l'université de Montréal, lauréat du prix Turing en 2018, a répondu dans une interview de 2016 dans le *MIT News* que « nous ne devrions pas parler d'intelligence artificielle mais de stupidité artificielle, car on ne rend pas l'ordinateur plus intelligent mais on le rend moins stupide ». Le scientifique Luc Julia, co-créateur de Siri et actuellement *Chief Science Officer* du groupe Renault, quant à lui, va dans ce sens dans son premier ouvrage au titre évocateur de vérité : « L'intelligence artificielle n'existe pas³ ».

² Robert Sternberg, « Beyond IQ: A Triarchic Theory of Intelligence », Cambridge University Press, 1985.

³ Luc Julia, « L'intelligence artificielle n'existe pas », FIRST, 2019..

UNE ÉPOQUE PIVÔT POUR LA POSITION DE NOTRE PAYS SUR L'ÉCHIQUIER TECHNOLOGIQUE

Aujourd'hui plus que jamais, par notre niveau quotidien d'interactions avec les algorithmes, par leurs implications dans des décisions somme toute stratégiques dans le domaine médical ou financier par exemple, mais aussi par la puissance économique et politique grandissante de leurs propriétaires, il faut agir – et comprendre – sans tarder afin de saisir les opportunités en garantissant les bénéfices pour la société tout en écartant les menaces. Ce qui permettra de mener le pays vers une vision scientifique et économique ambitieuse tout en protégeant les droits fondamentaux des citoyens. Peu importe notre position sur l'échiquier technologique ; concepteurs, propriétaires, législateurs, dirigeants politiques ou simples utilisateurs, nous avons le droit de comprendre et le devoir d'expliquer.

Il faut souligner que la science algorithmique présente des défis supplémentaires à d'autres domaines que le cercle politique et économique a dû s'appropriier dans le passé. Les algorithmes sont fortement intangibles par leur description mais aussi par la manière dont ils sont utilisés. Nous sommes tous capables de définir – même dans les grandes lignes – une donnée et d'en fournir quelques exemples concrets, mais nous sommes peu nombreux à le faire avec le même niveau d'exactitude et de réalisme dans le cas des algorithmes. Nous avons aussi une vision déformée de cette science en ne la considérant que sous le prisme des réseaux sociaux. De plus, la science algorithmique évolue très rapidement, jusqu'à une accélération remarquable depuis plus d'une décennie, qui facilite la translation des résultats de recherche vers des applications industrielles. C'est ainsi qu'est née la *deep tech*. Cette accélération s'explique en partie par le fait que cette science est son propre catalyseur. Ce qui n'est pas sans rappeler la Loi de Moore qui traduit les mêmes causes et effets. Le développement et l'utilisation d'algorithmes toujours plus efficaces dans la résolution de problèmes toujours plus abstraits, modifient le tissu social, économique mais aussi démocratique. En cela, les prochaines décisions parlementaires, citoyennes et législatives seront décisives pour l'avenir de notre pays et l'espoir qu'on y met.

COMMENT ESPÉRER À NOUVEAU ?

L'espoir passera donc par la compréhension, tant des enjeux algorithmiques, des actualités souvent anxiogènes, que de l'évolution de cette science et de son accélération remarquable, par toutes les parties prenantes : du citoyen au dirigeant politique, économique ainsi que du législateur.

L'EXPLICATION CONTINUE DE CETTE SCIENCE : LE DROIT À UNE ÉDUCATION TOUTE SA VIE

Le programme de l'Éducation nationale a déjà intégré des changements en lien avec le sujet. La France est par exemple l'un des premiers pays au monde à introduire un cours obligatoire de sciences numériques, incluant une introduction à l'algorithmique, dans toutes les classes de seconde. Il faut aller plus loin. L'algorithmique est une science qui doit s'apprendre dès la maternelle et sans ordinateur⁴, pour ensuite s'inscrire en école élémentaire dans la continuité de toutes les disciplines scientifiques où elle intervient comme les sciences de la vie, les mathématiques ou la physique, mais aussi non scientifiques comme l'art ou le sport.

En études supérieures, un cours introductif à la science algorithmique, et *de facto* à la science de la donnée, devrait faire partie du programme de toutes les formations commerciales, politiques, managériales et économiques, qui ne se résume pas à l'étude de cas ou à la régulation mais aux concepts scientifiques strictement. Les prochaines générations de dirigeants politiques et économiques doivent montrer l'exemple pour orienter avec vision et pragmatisme les futures stratégies du pays, tout en maîtrisant les bons éléments de langage technique et scientifique.

Enfin, la formation continue et les nombreuses initiatives pour les financer et les encourager comme *Mon Compte Formation* du ministère du Travail, doivent être pensées dans le monde de demain en orientant davantage les collaborateurs vers des programmes techniques réfléchis pour leur ouvrir le champ des possibles

⁴ À l'instar de ce que réalise l'organisation COLORI

RECRÉER LES ESPOIRS

professionnels mais aussi pour affûter leur esprit critique vis-à-vis de ce nouveau monde.

UNE STRATÉGIE PRAGMATIQUE ET PRATIQUE D'INNOVATION INSUFFLÉE PAR L'ÉTAT

Il est fondamental – pour ne pas dire urgent – que les plus hautes instances de l'État portent un discours en soutien à l'économie de l'innovation algorithmique, encore trop souvent stigmatisée par le dirigeant politique. Pour accélérer le financement et le développement que l'État français a entamé sous l'impulsion d'Emmanuel Macron à l'époque ministre, il serait intéressant de créer un centre de financement de la recherche translationnelle académique ou privée, et de startups en *deep tech*, à l'instar du centre américain de la DARPA⁵, sous la direction du ministère de la Défense. L'État français doit construire une politique plus fléchée tant dans les thèmes à explorer que dans les financements, et ainsi sortir d'une politique de satisfaction du plus grand nombre dans laquelle il cherche à financer un maximum de startups. Cette stratégie doit aussi s'inscrire plus systématiquement à l'échelle européenne pour espérer faire naître, voire garder, sur le continent européen les prochaines innovations, entreprises et générations de talents, dans le domaine algorithmique. Nous construirons ainsi une souveraineté algorithmique pertinente et durable.

UNE REVALORISATION DES MÉTIERS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Il est urgent de revaloriser ces métiers tant du point de vue de la rémunération que de celui de la gouvernance des entreprises. Le dirigeant technique (ou CTO⁶) et scientifique (ou CSO⁷) d'une entreprise sont rarement mis en avant et n'ont pas systématiquement une place au comité exécutif. Contrairement à leurs homologues américains, ils ont des salaires parfois largement inférieurs au président ou au dirigeant financier et peuvent difficilement imaginer diriger l'entreprise. Un paradoxe français où la voie royale éducative reste scientifique alors que la reconnaissance professionnelle passe par la voie *business*. La French Tech doit montrer l'exemple en mettant la lumière systématiquement sur les

⁵ *Defense Advanced Research Projects Agency*

⁶ *Chief Technical Officer*

⁷ *Chief Science Officer*

COMPRENDRE LES ALGORITHMES POUR ESPÉRER DE NOUVEAU

dirigeants techniques et non *business* uniquement, pour faire monter en puissance la réputation technologique française à travers le monde.

UNE PLUS GRANDE LIBERTÉ AU SEIN DU SYSTÈME DE RECHERCHE ACADÉMIQUE FRANÇAIS

Un chercheur libre est un chercheur heureux⁸. Cette injonction peut vous sembler étrange et pourtant elle se confirme dans bon nombre de pays où le système de la recherche académique est plus souple que le nôtre. Sans parler de la nécessité urgente d'augmenter les salaires des chercheurs, il est important de repenser le système dans sa globalité. Un jeune chercheur doit pouvoir seul, sans la direction d'un professeur, lever des fonds, choisir ses thématiques de recherche et ses thésards pour construire une équipe au sein d'un *tenure track*. La loi de programmation pluriannuelle de la recherche s'inspire de cette idée mais ne fait qu'une mince partie du chemin. Cette liberté manque cruellement et est à l'origine – avec le manque de moyens financiers – de l'abandon de ces carrières.

Nous nous accorderons sur l'idée que l'espoir s'accompagne d'une compréhension, ce qui se distingue de la simple croyance. Croire en l'avenir suppose une certaine confiance en son destin et en celui de la société, mais espérer l'avenir sous un certain angle comme celui de l'innovation algorithmique suppose une compréhension de la discipline sous-jacente, ici la science algorithmique. On profitera ainsi des nombreux bénéfices tout en protégeant les droits fondamentaux des individus, et en écartant les menaces sociales, économiques ou environnementales.

⁸ Aurélie Jean, « Un chercheur libre est un chercheur heureux », Le Point, 18 octobre 2020.

BIBLIOGRAPHIE

Aurélié Jean, « Un chercheur libre est un chercheur heureux », Le Point, 18 octobre 2020.

Luc Julia, « L'intelligence artificielle n'existe pas », FIRST, 2019.

Yann Le Cun, « Quand la machine apprend : La révolution des neurones artificiels et de l'apprentissage profond », Odile Jacob, 2019

Robert Sternberg, « Beyond IQ: A Triarchic Theory of Intelligence », Cambridge University Press, 1985.

RECRÉER LES ESPOIRS

INDUSTRIE EUROPÉENNE : AFFRONTER LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA DÉCARBONATION

PAR PATRICE GEOFFRON

À PROPOS DE L'AUTEUR

Patrice Geoffron est membre du Cercle des économistes. Titulaire d'un doctorat en organisation industrielle et professeur d'économie, il a été administrateur provisoire de Paris-Dauphine en 2020, et précédemment vice-président international et directeur de laboratoire d'économie (LEDa). Il dirige actuellement l'équipe énergie-climat de l'université.

SYNTHÈSE

La décarbonation des économies européennes implique une transformation des systèmes de production, se traduisant par la substitution des énergies décarbonées aux hydrocarbures. Parallèlement, les perturbations du marché mondial de l'énergie causées par la guerre en Ukraine entraînent une volatilité des prix, mettant à rude épreuve l'ensemble des ménages européens.

Patrice Geoffron constate dans sa note que la guerre en Ukraine n'amointrit pas les ambitions de décarbonation de l'Union européenne (UE), rappelant son rôle pionnier dans la promotion d'une société décarbonée, renforcé par les Accords de Paris de 2015. Toutefois, l'auteur constate également, à la faveur du plan REPowerEU, une tendance de l'UE à resserrer ses liens avec ses fournisseurs historiques d'hydrocarbures, comme l'Algérie et la Norvège, afin de pallier ses dépendances énergétiques russes. L'industrie européenne se trouve aujourd'hui prise dans un étau « gris » et « vert », entre l'affaissement de son industrie lourde et la fuite d'importants investissements dans les technologies vertes.

Dans ce contexte, Patrice Geoffron s'interroge sur la surenchère des investissements des États-Unis avec l'*Inflation Reduction Act* et de la Chine avec le *Made in China 2025*. En réponse, l'*European Green Deal*, devrait, selon l'auteur, mobiliser ses ressources financières sans être dans une démarche compétitive. Ainsi, il propose des éléments de réponse en faveur d'un soutien de la décarbonation de l'industrie lourde, des innovations technologiques et de l'économie circulaire.

L'Europe a été pionnière dans la promotion d'une société décarbonée, il y a une quinzaine d'années, et dans l'élaboration de l'Accord de Paris. La guerre en Ukraine vient toutefois percuter sa stratégie de transition en mettant en tension sa sécurité d'approvisionnement énergétique et en rehaussant massivement les coûts de son industrie. Dans le même temps, l'Union européenne (UE) doit faire face à la concurrence des États-Unis dont l'industrie se trouve à la fois dopée par des énergies fossiles abondantes et (comparativement) bon marché et, via l'*Inflation Reduction Act* (IRA), par une politique agressive en matière de technologies décarbonées (avec un effort de 370 milliards de dollars en faveur de la production locale d'énergie verte et de la promotion de ses usages, notamment via la mobilité électrique). L'industrie européenne se trouve ainsi prise dans un étau « gris » et « vert », avec le risque de subir à la fois une érosion de la base de son industrie lourde et la fuite de certains investissements massifs dans la production des technologies vertes. Mais, le pire n'étant jamais sûr, des leviers existent pour faire face à ces défis.

LA RÉPONSE EUROPÉENNE AU CHOC ÉNERGÉTIQUE DE 2022

UNE RECOMPOSITION DES FLUX POUR ÉTABLIR LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE...

Le conflit en Ukraine a conduit l'UE à rompre les amarres énergétiques avec la Russie : via des embargos sur le charbon, puis le pétrole et les carburants et en constatant une attrition massive des flux de gaz (largement imputable aux Russes qui ont réduit leurs livraisons par gazoducs « à la carte »). Les conséquences de cette guerre énergétique se sont étalées très au-delà de l'Europe, en perturbant à la fois les routes mondiales et les processus d'acheminement des hydrocarbures (avec notamment des restrictions de l'assurance des cargaisons russes), le niveau et la variabilité des prix et même les modalités de leur formation (prix-plafond, rabais forcés, contrats de long terme...).

RECRÉER LES ESPOIRS

Pour surmonter le choc, l'UE a resserré les liens avec ses autres fournisseurs « historiques » de gaz tels que la Norvège et l'Algérie et, surtout, se diversifie en important massivement du gaz liquéfié des États-Unis, ainsi qu'auprès de producteurs d'Afrique et du Moyen-Orient. La Norvège est désormais, bien devant la Russie, au premier rang des fournisseurs par gazoducs (inaugurant même un nouveau *pipeline* vers la Pologne). Mais beaucoup s'est également joué du côté de la réduction de la consommation (dont la Commission européenne a fait un impératif dès le printemps), à la fois sous l'effet d'efforts de sobriété et... de destruction de la demande industrielle : en 2022, la réduction de la demande a atteint 74 milliards de m³ compensant presque en totalité l'effondrement des importations de Russie par gazoduc de 83 milliards de m³. Ce faisant, l'UE a dépassé son objectif de 15 % d'économies de gaz naturel l'hiver dernier, puisqu'elle a réduit sa consommation de près de 20 % entre août 2022 et janvier 2023 par rapport aux mêmes mois de 2017 à 2022.

Les embargos sur le pétrole brut et sur les carburants impliquent également d'organiser de nouvelles routes d'approvisionnement, en provenance du Moyen-Orient, du Golfe du Mexique ou d'Afrique de l'Ouest (voire d'Inde pour les produits raffinés). À court terme, l'impact sur les Européens dépendra non seulement de la capacité à trouver des substituts adaptés en volume et en qualité, mais du niveau des cours mondiaux qui se joue en partie du côté de la demande (reprise chinoise, craquements bancaires durables ou temporaires...), mais également dans l'éventuel retour sur scène de pays producteurs sous sanctions (Venezuela et Iran). En observant également que Russes et Saoudiens sont restés solidaires au sein de l'OPEP+, avec une volonté commune de conserver une capacité de régulation du prix du pétrole (et, pour ce qui concerne les Saoudiens, une prise de distance avec l'allié américain).

Il convient également de souligner que la guerre n'a pas produit de repli dans les ambitions de décarbonation dans l'UE : à court-terme, le rebond du charbon a été très contenu, et fut moins marquant que la progression conjointe de l'éolien et du solaire, avec un recul des émissions de CO₂ sur l'année d'environ 1 % (à l'inverse de la progression mondiale)¹. Pour la perspective à moyen-terme, le plan *REpowerEU* de la Commission vise à remplacer les importations de gaz russe en développant le

¹ Dave Jones, « European Electricity Review: Ember's analysis of the EU electricity transition in 2022: what happened in 2022, what can we expect for 2023 ? », Ember, Janvier 2023.

INDUSTRIE EUROPÉENNE : AFFRONTER LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA DÉCARBONATION

biométhane, l'hydrogène et les renouvelables électriques, à un rythme plus rapide durant cette décennie qu'initialement prévu dans la perspective *Fit for 55* (i.e. la réduction de 55 % des émissions en 2030).

Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), estime même que le conflit constitue un accélérateur de la transition énergétique : « Les efforts déployés par la Russie pour obtenir un avantage politique et économique en faisant grimper les prix de l'énergie ont incité les gouvernements, non seulement dans l'UE mais aussi dans de nombreux pays du monde entier, à accélérer le déploiement d'alternatives plus propres et plus sûres. [...] les répercussions de la guerre en Ukraine remodelent l'avenir de l'énergie mondiale, avec un pic de la demande en combustibles fossiles clairement visible pour la première fois et qui devrait se produire avant la fin des années 2020 »².

... QUI S'EST FAITE AU PRIX FORT, AVEC DES EFFETS MACROÉCONOMIQUES MAJEURS ET DURABLES

À partir de prix du gaz déjà très élevés fin 2021, le déclenchement des hostilités en Ukraine en février suivant a conduit à des niveaux décuplés. Et à une transmission du chaos au marché de l'électricité dans l'UE (avec, il est vrai, les difficultés du nucléaire français comme facteur aggravant). Même si les cours ne sont plus, début 2023, aux sommets délirants de l'année précédente, l'Europe est condamnée à payer durablement chaque molécule et électron plus chers qu'ailleurs : si le prix du gaz est redescendu sous les 50 dollars, ce niveau est actuellement plus de deux fois supérieur à celui du début 2021, idem pour celui de l'électricité, et remontera mécaniquement à l'approche de l'hiver 2023-2024.

Pour tenter de contenir le problème, l'UE a défini un mécanisme de plafonnement à partir de février 2023 (et pour une durée d'un an) : schématiquement, les prix seront limités s'ils dépassent 180 €/MWh. Ce mécanisme sera suspendu si l'approvisionnement en énergie est menacé (cela afin, en particulier, de rassurer l'Allemagne), avec des risques alors de détourner le gaz d'Europe. Par ailleurs, le Conseil de l'Union a décidé, fin septembre 2022, de plafonner les revenus du marché à 180 €/MWh pour les producteurs

² Faith Birol, « Clean energy is moving faster than you think, Investment in new large-scale fossil fuel projects is now a risky proposition », *Financial Times*, 2023.

RECRÉER LES ESPOIRS

d'électricité, qui utilisent des technologies dites « infra-marginales » (les énergies renouvelables, le nucléaire et le lignite). Ces opérateurs ont, en quelque sorte, bénéficié de la « contamination » du prix de l'électricité par le prix du gaz (qui est souvent le moyen de production marginal, dont dépend le prix de gros), réalisant des gains financiers importants, sans que leurs coûts opérationnels n'augmentent. Ce plafonnement permet aux États de récupérer une partie de ces profits liés à des circonstances exceptionnelles et de financer partiellement les mesures de soutien aux consommateurs.

Au-delà, un des enjeux clés de l'année 2023 est de parvenir à élaborer des mécanismes de formation du prix de l'électricité qui soient moins directement dépendants des fluctuations du prix du gaz. Le constat a été posé dans des termes clairs par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen : « La conception actuelle du marché de l'électricité ne rend plus justice aux consommateurs. Ils devraient bénéficier des avantages des énergies renouvelables à faible coût. Nous devons donc dissocier l'influence dominante du gaz sur le prix de l'électricité. C'est pourquoi nous allons procéder à une réforme profonde et complète du marché de l'électricité »³. Début 2023, les discussions sont en cours, et l'écho qui en parvient traduit surtout la lente recherche d'un consensus.

Cette nouvelle architecture s'annonce complexe dans la mesure où il s'agit à la fois de faire fonctionner des marchés de court terme (qui déterminent, en temps réel, de prix incitatifs pour que les moyens de production couvrent la demande), mais complétés de contrats de long terme (offrant des prix encadrés, reflétant mieux les coûts de productions, cohérents pour inciter aux investissements...), qu'il s'agisse de *Power Purchase Agreements* (contrats d'achat d'électricité conclus entre deux parties, avec une prédétermination des volumes et des prix) ou de *Contracts for Differences* (qui définissent un prix de référence donnant lieu à des compensations du producteur ou à des rétrocessions de trop perçus par ce dernier).

Ces perturbations de la sécurité d'approvisionnement en Europe ont produit des effets massifs en termes macroéconomiques, impliquant la nécessité d'interventions drastiques sur les marchés de détail de l'énergie afin

³ Discours de la présidente sur l'état de l'Union européenne en septembre 2022.

INDUSTRIE EUROPÉENNE : AFFRONTER LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA DÉCARBONATION

de partiellement amortir l'hystérie dominante sur les marchés de gros : selon un calcul du *think tank* Bruegel, les États européens (Royaume-Uni et Norvège inclus) ont engagé de l'ordre de 750 milliards de dépenses publiques depuis septembre 2021 pour amoindrir le choc sur les ménages et les entreprises les plus fragiles⁴. Certes, les économies européennes se sont avérées résilientes jusqu' alors. Mais le choc a porté la facture des approvisionnements énergétiques à plus de 9 % du PIB de l'UE, contre 2 % en 2020, soit un niveau avoisinant celui du second choc pétrolier de 1979-80, et plus du double de ce qui a pesé sur les États-Unis en 2022.

Toujours sur le plan macroéconomique, les effets n'ont pas été circonscrits à l'Europe : il faut remonter au second choc pétrolier pour retrouver un moment de l'histoire où 100% des États du monde affrontent une inflation significative⁵. Cette crise énergétique exacerbe les inégalités sociales au sein des pays et entre eux, cela d'autant que le fardeau de la dette des pays en développement atteint son plus haut niveau depuis 50 ans, dans le prolongement de la pandémie de Covid-19. Dans ce contexte, la fragilisation du Pakistan, du Bangladesh ou du Sri Lanka par des coupures d'électricité constitue une alerte. D'autant plus préoccupante quand les pénuries énergétiques se conjuguent à des restrictions alimentaires. En outre, le nombre de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'électricité aura augmenté en 2022, pour la première fois depuis des décennies, en raison de la flambée des prix de l'énergie.

Du côté russe, défiant les prévisions les plus pessimistes, voire les annonces d'effondrement, l'économie ne s'est contractée que de 2,2 % en 2022, selon le Fonds monétaire international (FMI), en dessous des 3,4 % prévus, et pourrait se prolonger par une légère croissance en 2023 (+0,3 %) ⁶. Mais, cette situation est fragile, car l'équilibre budgétaire du gouvernement repose à 40 % sur les taxes relatives aux exportations d'énergie et les plans du gouvernement ont été fondés sur un baril de pétrole à 70 dollars. Or, après l'embargo européen et le plafonnement des prix au sein du G7, le prix du baril russe est tombé sous les 50 dollars depuis le début de l'année 2023. Et, en cas de remontée des cours mondiaux, le prix de cette référence

⁴ Sgaravatti G., Tagliapietra S., Trasi C., Zachmann G., « National fiscal policy responses to the energy crisis », Bruegel, 24 Mars 2023.

⁵ Au moins égale à 6%, comme le pointe l'Agence Internationale de l'Energie, World Energy Outlook de 2022.

⁶ FMI, Perspectives de l'économie mondiale : une reprise cahoteuse, avril 2023

RECRÉER LES ESPOIRS

« Oural » resterait sous le plafond des 60 dollars, sans espoir de tirer d'importants bénéfices d'une flambée des prix de l'or noir.

ENTRE GRIS ET VERT : L'INDUSTRIE EUROPÉENNE SE TROUVE PRISE EN ÉTAU

UNE PERTE STRUCTURELLE DE COMPÉTITIVITÉ POUR LES SECTEURS ET ÉNERGO-INTENSIFS...

Aucun des scénarios de l'AIE ne prévoit un retour des exportations russes aux niveaux d'avant-guerre : dans leur scénario central, la part russe du pétrole et du gaz échangés au niveau international diminue de moitié d'ici à 2030. Les sanctions sont donc un poison lent, et non violent comme certains avaient pu l'escompter au début du conflit : sauf coup de théâtre géopolitique (avec un retour à la paix rapide et un improbable changement de régime à Moscou permettant d'établir le commerce sur des bases « apaisées »), la Russie est condamnée à vendre ses hydrocarbures en moins grand volume et en concédant des rabais (à la Chine, l'Inde, la Turquie...) et l'Union européenne à en acheter ailleurs, en moins grandes quantités et au prix fort.

À court et moyen termes, il serait hasardeux de considérer que les prix de l'énergie reviendront simplement aux niveaux d'avant la crise, et l'Europe restera vulnérable à la volatilité des prix mondiaux. Pour juger de cette exposition, notons que plus de 70 % de son gaz naturel liquéfié (GNL) en 2022 a été acheté au comptant. L'un des plus grands risques est le retour de la Chine sur ce marché : les importations européennes en 2022 équivalaient à ce qu'auraient dû être les importations chinoises, sans perturbation par le Covid-19.

L'industrie européenne sera donc structurellement désavantagée du point de vue du coût des combustibles fossiles par rapport à ses principaux concurrents mondiaux : par exemple, un tiers des entreprises allemandes, à la fin de 2022, avaient augmenté leurs approvisionnements en matières premières et en produits semi-finis à l'étranger, tandis que près de 20 % d'entre elles avaient accru le transfert de leur production dans des pays où la structure des coûts était plus avantageuse⁷.

⁷ BCG, Crisis on Pause, Europe Still Needs a Green Industry Transformation, April 2023.

INDUSTRIE EUROPÉENNE : AFFRONTER LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA DÉCARBONATION

Dans les secteurs à forte intensité énergétique (aluminium, engrais, chimie...), des mouvements dictés par ces contraintes commencent à être observés, vers les États-Unis et le Moyen-Orient.

... ET DES MENACES SUR LES TECHNOLOGIES VERTES INDUITES PAR LA POLITIQUE AMÉRICAINE DE DÉCARBONATION

Ajoutant à cette pression qui pèse sur les coûts du *sourcing* énergétique de l'industrie européenne, les États-Unis ont décidé de renforcer la compétitivité de leurs industries « vertes ». Cette évolution était impérative dès lors que les États-Unis émettent presque deux fois plus de CO₂ que l'UE, avec une production d'électricité qui repose essentiellement sur le charbon (22 % du mix) et le gaz naturel (38 %). La loi américaine de 2022 sur la réduction de l'inflation (IRA), reposant centralement sur des subventions « vertes » (à hauteur de près de 400 milliards de dollars), traduit une ambition de l'administration Biden en rupture de celle de son prédécesseur, et pourrait combler les deux tiers de l'écart d'émissions de gaz à effet de serre relativement à l'objectif climatique des États-Unis pour 2030⁸. Cet élan constitue certes une contribution essentielle à la lutte contre le changement climatique. Mais, vu d'Europe, il est problématique car fondé sur des principes protectionnistes : les subventions sont subordonnées à la création de valeur à l'intérieur des frontières et des aides substantielles sont accordées aux entreprises étrangères qui choisissent de s'y délocaliser. Pour l'Europe, la menace est d'autant plus aiguë que cette rupture américaine fait écho à une politique chinoise de subvention massive de ces mêmes secteurs, et cela de longue date (depuis 2015, avec le programme « Made in China 2025 »).

Face à cette situation, le Vieux Continent s'inquiète et craint désormais des délocalisations emblématiques : BMW, ENEL, Evonik, Northvolt Siemens Energy, VW..., la liste est longue des entreprises qui, à un stade plus ou moins avancé, envisagent des investissements aux États-Unis déterminés par les subventions prévues dans l'IRA. En réponse, la Commission européenne a dévoilé deux projets de loi, l'un pour la décarbonisation de l'industrie (« Net Zero Industry Act », visant notamment à réduire la charge administrative liée à la mise en place de projets et à simplifier les procédures d'octroi de permis) et l'autre concernant les matières

⁸ Kleimann D. et al., « How Europe should answer the US Inflation Reduction Act », Bruegel, February 2023

RECRÉER LES ESPOIRS

premières dont l'approvisionnement est susceptible d'être critique sur le chemin de la décarbonation (« European Raw Materials Act », pour diversifier et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques de l'UE).

POUR ÉVITER LA PERTE DU « FIRST MOVER ADVANTAGE » EUROPÉEN

LEVER AU PLUS VITE LES INCERTITUDES INTRA-EUROPEENNES

Les conditions de mise en œuvre du *European Green Deal* sont en négociation depuis 2019, et posent le cadre d'objectifs très ambitieux pour 2030 (« Fit for 55 ») et difficiles à atteindre, eu égard au retard accumulé (il faudrait tripler le rythme de décarbonation). Certes, le Covid-19 et la crise énergétique sont venus perturber les débats ; mais, à l'évidence, la capacité décisionnelle des Européens contraste avec « l'agilité » américaine. Par exemple, les lancinantes négociations sur la « taxonomie » ne sont pas totalement parachevées (des recours sont encore en cours), alors qu'elles déterminent la sécurité du cadre de financement. Par ailleurs, le clivage entre « pro-nucléaires » et « pro-renouvelables » fissure encore l'Europe en clans (avec une incertitude, notamment, sur les conditions de production de l'hydrogène décarboné, filière pourtant clé dans la stratégie de transition de l'industrie). Il fait peu de doutes que ces « coûts de transaction internes » à l'Union européenne sont désormais exorbitants dans un cadre d'affrontements entre blocs puissants pour le *leadership* dans les technologies de décarbonation.

ÉTABLIR UNE STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ MULTICRITÈRE

Bien que disposant de moyens de financement comparables à l'IRA américain (dans le cadre du plan RepowerEU, avec les reliquats massifs de moyens décidés durant le Covid-19 et concernant l'effort spécifique des États membres⁹), l'Europe ne pourra pas concurrencer les États-Unis en matière d'aides d'État, car il ne sera pas possible de répliquer un dispositif aussi simple qu'un crédit-d'impôt et parce que les risques de distorsions internes à l'Union sont élevés. Plutôt que de tenter

⁹ « En termes relatifs, les dépenses de l'IRA représentent moins de la moitié de celles de l'UE : 0,2 % du PIB par an du côté américain contre 0,5 % du PIB du côté européen. » Antoine Bouët, « Inflation Reduction Act – Comment l'Union européenne peut-elle répondre ? », Policy Brief, N°40, Février 2023.

INDUSTRIE EUROPÉENNE : AFFRONTER LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA DÉCARBONATION

de répliquer la stratégie américaine, l'UE devrait plutôt travailler au renforcement de sa compétitivité structurelle et sur l'attractivité du marché intérieur pour la valorisation des technologies vertes (finances, compétences, marchés publics, infrastructures...), attractivité qui a vocation à s'accroître mécaniquement à mesure des progrès de la décarbonation (où l'Europe gardera de l'avance face aux États-Unis et à la Chine). Au total, la problématique européenne ne peut se poser en termes de surenchère, mais en cherchant à maximiser l'efficacité des financements disponibles¹⁰, en rendant le cadre d'investissement plus prédictible.

SOUTENIR LA DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE LOURDE

Comme la guerre modifie la donne en matière de sourcing énergétique, induisant une perte de compétitivité structurelle de l'industrie lourde européenne, le soutien à cette dernière constitue un impératif pour toute cette décennie. Mais, en cohérence avec les objectifs globaux de l'UE en matière de décarbonation, le soutien doit permettre d'accélérer la transition verte des secteurs industriels les plus dépendants des hydrocarbures (à la fois dans leur approvisionnement énergétique et dans l'usage en matière première, comme le gaz naturel dans la pétrochimie). Ce soutien passe à la fois par une maturation accélérée de l'hydrogène décarboné (essentiel pour réduire les usages du gaz naturel), du gaz vert (biométhane à partir de déchets agricoles ou industriels) et par le recours à certaines technologies qui étaient marginales jusqu'alors (la séquestration du CO₂ ou sa valorisation dans certains secteurs industriels, comme le bâtiment ou l'aérien).

RÉDUIRE ET PRÉVENIR LES DÉPENDANCES PAR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Le monde, tel que l'a révélé la guerre, met globalement l'Europe en dépendance pour son approvisionnement en matières premières (énergétiques et non énergétiques). À court terme (et au prix fort), les flux énergétiques ont été réorganisés et, pour le moyen et long terme, l'UE cherche à anticiper les dépendances qui naîtront de sa stratégie de décarbonation (« European Raw Materials Act »). Au-delà de ses efforts de diversification dans ses approvisionnements en matières premières (et d'accroissement de l'exploitation des ressources disponibles dans son périmètre), l'Europe a l'impératif d'organiser des boucles « d'économie

¹⁰ Jaravel X., « Comment réindustrialiser sans augmenter la dette publique ? » Les Échos, 12 janvier 2023.

RECRÉER LES ESPOIRS

circulaire » (en valorisant les matériaux en fin de cycle de vie et les déchets, mais également en les réduisant à l'amont via l'écoconception) et de devenir la zone du monde la plus optimisée pour l'usage des matières premières.

ASSURER LA DIFFUSION DES TECHNOLOGIES VERTES VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La course aux technologies vertes entre États-Unis, Europe, Chine (et Japon, Corée...) pourrait conduire à des surenchères mobilisant les ressources financières dans cette course au *leadership*. Or, la logique de l'Accord de Paris est (via divers mécanismes nécessitant également la mobilisation massive de financements) de soutenir également les efforts de décarbonation des pays les moins avancés. Certes, l'accélération des efforts de décarbonation des grandes puissances contribuera à la fois au progrès technique et à la baisse des coûts dans les technologies vertes, mais si ces progrès ne sont pas prolongés avec leur diffusion, en particulier, en Afrique, ce découplage aura des effets délétères.

BIBLIOGRAPHIE

Faith Birol, « Clean energy is moving faster than you think, Investment in new large-scale fossil fuel projects is now a risky proposition », Financial Times, 2023.

Antoine Bouët, « Inflation Reduction Act – Comment l’Union européenne peut-elle répondre ? », Policy Brief, N°40, Février 2023.

Kleimann D. et al., « How Europe should answer the US Inflation Reduction Act », Bruegel, February 2023.

Sgaravatti G., Tagliapietra S., Trasi C., Zachmann G., « National fiscal policy responses to the energy crisis », Bruegel, 24 Mars 2023.

Jaravel X., « Comment réindustrialiser sans augmenter la dette publique ? » Les Échos, 12 janvier 2023.

Dave Jones, « European Electricity Review: Ember’s analysis of the EU electricity transition in 2022: what happened in 2022, what can we expect for 2023 ? », Ember, Janvier 2023.

Herhold P., Shu-An Liu, Polunin K., Schönberger S., Stein M., Burchardt J., « Crisis on Pause, Europe Still Needs a Green Industry Transformation », BCG, Avril 2023.

RECRÉER LES ESPOIRS

LE COMMERCE PEUT-IL ENCORE PACIFIER LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

PAR SYLVIE MATELLE

À PROPOS DE L'AUTRICE

Sylvie Matelly est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble. Spécialiste des questions de défense, elle rejoint en 2001 l'Institut de Relations internationales et stratégiques (IRIS), dont elle est aujourd'hui directrice adjointe. Elle a publié plusieurs ouvrages dont en 2021, « Géopolitique de l'économie » (Éditions Eyrolles).

SYNTHÈSE

Depuis Montesquieu, s'est développée l'idée que le commerce, en adoucissant les mœurs, serait vecteur de paix entre les peuples. Pourtant, de la Première Guerre mondiale aux menaces d'un conflit sino-américain autour de Taïwan, en passant par la guerre en Ukraine, nombreux sont les exemples ayant démontré l'invalidité de cette théorie.

Comme l'observe dans cette note Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'IRIS, il faut en fait revenir à la vision originelle du penseur : ce n'est pas le commerce qui assure la paix, c'est le refus de la guerre qui permet le commerce. S'il est vrai que l'intensification des échanges commerciaux a pu correspondre à un développement de la paix, cela fut surtout le cas entre pays développés, l'Europe en étant le meilleur exemple. Ceux-ci, bénéficiant de termes de l'échange avantageux sur les pays moins développés, y délocalisèrent leurs usines après y avoir délocalisé leurs guerres. C'est parce que les grandes puissances ont décidé que le commerce était une alternative à la guerre plus profitable qu'elles l'ont développé et établi des institutions pour le régir.

La guerre en Ukraine, première guerre entre deux pays membres de l'OMC, sonne la fin d'un certain ordre mondial. Pour Sylvie Matelly, nous n'avons désormais d'autre choix que de sortir de cette vision naïve selon laquelle nouer des relations commerciales intenses permettrait d'éviter la guerre. Pour préserver la paix, il nous faut désormais inventer un nouveau commerce international, plus inclusif, porteur de développement et de sécurité humaine.

INTRODUCTION

Quel point commun y-a-t-il entre la Première Guerre mondiale, la guerre en Ukraine et la perspective que la Chine envahisse Taïwan dans les années qui viennent ? Entre la première guerre mondiale et l'Ukraine, beaucoup citeraient la violence de ces deux guerres et l'intensité des combats sur le front conduisant souvent à comparer la bataille de Bakhmout à celle de Verdun en 1916. Pourtant, si l'on inclut Taïwan dans la comparaison, le point commun relève plus de l'illusion que nous avons depuis longtemps que le commerce et les interdépendances économiques entre pays rivaux pouvaient empêcher la guerre.

Dans un ouvrage paru en 1909, Norman Angell expliquait en effet cela pour l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni quelques mois à peine avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il développait l'idée qu'entre deux économies qui commercent le coût de la guerre est si désastreux qu'elles n'ont que le choix de la paix. Norman Angel prédit ainsi qu'une guerre en Europe est impossible et que si elle a lieu, elle ne durera pas¹. Pour autant, si l'ouvrage a reçu un tel succès à sa sortie et qu'il fut traduit quasi simultanément en 11 langues, c'est peut-être aussi parce qu'en réalité, l'idée qu'il puisse exister un moyen d'éviter les guerres rassure. Cette illusion dénoncée par Paul Krugman dans un récent article du *New York Times*² renvoie aussi à l'histoire tout aussi illusoire d'une mondialisation heureuse. Certes, le développement inédit des liens économiques, commerciaux et financiers ces 30 dernières années a permis à beaucoup de sortir de la très grande pauvreté et même d'accéder à la consommation. La mondialisation a toutefois aussi mis en danger certaines populations face aux aléas liés aux changements climatiques ou au risque de déclassement sans pour autant véritablement permettre une pacification irréversible des relations internationales.

¹ Angell N. (1909), *Europe's Optical Illusion*, Scholar Select editions

² Krugman P. (2022), « Trade and Peace: The Great illusion », *New York Times*, April 11, 2022

RECRÉER LES ESPOIRS

Il est certain par contre que le protectionnisme ou le mercantilisme sont des facteurs de tensions donc de conflits et à l'heure des replis sur soi, d'une certaine forme de fragmentation des relations internationales, voire d'un risque de démondialisation, cet article interroge le lien entre commerce et paix.

UN COMMERCE QUI ADOUCIT LES MŒURS ?

« C'est presque une règle générale, que partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce, et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces »³ expliquait Montesquieu.

UN COMMERCE PORTEUR DE LIBERTÉ...

Albert Hirschman, cité par l'historienne Catherine Larrère, démontre dans son ouvrage « Les passions et les intérêts »⁴ que c'est la croyance d'un effet pacificateur du commerce qui justifiait la recherche du gain et des profits et par conséquent, accompagna l'émergence du capitalisme en Europe⁵. Le marché devient ainsi un moyen de pacifier les relations internationales par l'appât du gain. Cette analyse rejoint la vision libérale de l'économie portée par l'économiste Milton Friedman à la fin des années 1960 et qui a inspiré les politiques libérales dans les années 1980 et après. L'État est le problème et le libre-échange, une solution au sens où il réduit l'intervention publique donc sa capacité de nuisance.

Ce n'est donc pas totalement un hasard si le commerce a été un moyen de construire la paix comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale en 1945 ou à la fin de la guerre froide, au début des années 1990. En effet, dans les années 1940, partant du constat que la crise de 1929 et les replis sur soi protectionnistes qu'elle avait occasionnés expliquaient la guerre, les États-Unis sont convaincus que seul le commerce international peut assurer une paix durable. Ils proposent donc d'organiser les relations internationales afin qu'elles permettent ce développement des liens commerciaux. La *Pax Americana* se construit, autour d'un ordre économique international structuré à Bretton Woods en 1944, par

³ Montesquieu, De l'esprit des lois, livre XX, chapitre 1. Gallimard Folio Essais 2003.

⁴ Hirschman A. O. (2014), Les passions et les intérêts, justifications politiques du capitalisme avant son apogée, PUF, 5e édition

⁵ Catherine Larrère, « Montesquieu et le « doux commerce » : un paradigme du libéralisme », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 123 | 2014, 21-38

LE COMMERCE PEUT-IL ENCORE PACIFIER LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

des organisations internationales dont le principal objectif est de permettre le développement des relations commerciales entre les vainqueurs et vaincus de la guerre : Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui devient la Banque mondiale au tournant des années 1960 et l'Organisation internationale du Commerce qui ne verra jamais le jour bloquée par le Congrès des États-Unis.

Pour autant, dans un contexte d'opposition de deux blocs caractérisés par deux systèmes politiques et économiques différents, ce monde pacifié et prospère n'a concerné que des pays déjà développés, alliés et alignés sur les intérêts des États-Unis. Guerres de décolonisation, de Corée, du Vietnam, etc. avant l'industrie dans les années 1990, ce sont les guerres qui sont délocalisées à cette époque-là. Le commerce n'est donc parvenu à pacifier les relations qu'entre les pays de l'OCDE. Notons par ailleurs que le commerce mondial était dominé par des pays comparables en termes de niveaux de développement et de vie, pratiquant un commerce intra-branches porté par l'abaissement des barrières tarifaires et non-tarifaires dans un contexte de croissance économique donc d'opportunités importantes. Et qu'en parallèle, se déployait également un commerce Nord-Sud bien plus asymétrique et déséquilibré, marqué par une dégradation des termes de l'échange pour la plupart des pays du sud et traduisant par conséquent, l'état des rapports de forces qui, malgré les décolonisations, caractérisaient les relations internationales.

DES RELATIONS INTERNATIONALES D'ABORD FONDÉES SUR LES RAPPORTS DE FORCE

Les relations internationales s'inscrivent dans une logique de rapports de force, c'est un fait. Celui qui domine cette relation impose sa loi et défend au mieux ses intérêts. Et de ce fait, l'histoire de ces relations internationales est une histoire d'allocations et de réallocations constantes de ces rapports de forces au travers de la captation ou des tentatives de captations d'avantages par rapport aux autres pays. Ces avantages ou facteurs de puissance, de pouvoir et/ou d'influence ont pu être en fonction des lieux et des périodes, des territoires, des peuples, des richesses, des technologies ou même des armées. Cette course au rapport de force assure, quel que soit le régime politique d'un pays, la légitimité de ses dirigeants.

RECRÉER LES ESPOIRS

Ainsi, le commerce est en fait non pas une condition à la paix mais bien une alternative à la guerre. Un État décide donc de la guerre ou du commerce en fonction de l'évaluation qu'il fait du meilleur moyen pour établir un rapport de force en sa faveur, préserver sa légitimité auprès de son peuple et par conséquent, la pérennité de son pouvoir. Les exemples de la Chine et de la Russie, ces 30 dernières années, illustrent parfaitement cela, en développant deux stratégies très différentes, l'une plus belliqueuse et l'autre plus commerciale. Nous avons tous été incrédules le 24 février 2022 quand la Russie a envahi l'Ukraine tant cette guerre paraissait ne relever d'aucune rationalité. On peut pourtant questionner ce qu'il resterait de la puissance de la Russie sans toutes les guerres engagées depuis 30 ans depuis les conflits gelés en Transnistrie, Ossétie, Abkhazie ou au Donbass en passant par la Géorgie, le Tchétchénie, la Syrie ou l'Ukraine. La guerre en Ukraine est peut-être la guerre de trop mais en même temps, l'opposition à l'Occident qui la justifie dans la bouche des dirigeants russes assure certaines sympathies à la Russie dont les BRICS⁶, l'Iran et certains pays africains.

Et ce constat peut aussi expliquer pourquoi la Chine se radicalise dans sa relation au monde occidental au moment où ce dernier se raidit contestant à la fois l'essor chinois et sa volonté de peser sur les relations internationales, un essor, certes fondé sur des pratiques critiquables ou un refus de la réciprocité de la relation. On ne peut pas dire toutefois que la guerre commerciale initiée par Donald Trump, lorsqu'il était président des États-Unis en 2018, ait été une attitude des plus constructives. Les tensions croissantes entre les deux grandes puissances que sont la Chine et les États-Unis, pourtant si étroitement liées par des liens commerciaux et des intérêts économiques, auraient dû nous alerter. Elles traduisaient en fait cette réalité qui conduit des pays estimant qu'ils ne parviendront pas à défendre leurs intérêts nationaux par le commerce à s'engager dans une voie de plus grande rivalité au risque de l'affrontement. Face au déclin réel, perçu ou anticipé de leur pays en effet, les décideurs politiques choisissent plus souvent la guerre que le commerce quand bien même les liens commerciaux sont étroits. Cette situation a prévalu avant la Première Guerre mondiale. Elle caractérise aussi la décision russe d'envahir l'Ukraine.

⁶ Acronyme utilisé pour désigner un groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

LA GUERRE EN UKRAINE OU LA FIN DE L'ILLUSION D'UN DOUX COMMERCE

Dans une allocution sur le commerce pour la Paix, l'ancien ambassadeur Alan Wolff, aujourd'hui *Visiting Fellow* au Peterson Institute for International Economics (PIIE), explique que la guerre entre l'Ukraine et la Russie est la première guerre entre deux pays membres de l'OMC, soulignant que le commerce n'a pas entraîné la guerre, mais qu'il ne l'a pas non plus empêché⁷. Et de fait, cette guerre en Ukraine traduit le rejet brutal et violent par la Russie d'un ordre politique et économique international dominée par l'Occident et au sein duquel ce pays ne parvient pas à juguler son déclin depuis la chute de l'Union soviétique, convaincu que cet échec a été voulu et prémédité par ces pays occidentaux. Elle est donc aussi un refus de la mondialisation telle qu'elle se décline depuis 30 ans, donc de fait, de l'idée même que le commerce est un facteur de paix. Le risque majeur de cette vision des choses est qu'elle soit partagée par d'autres pays, Chine en tête, qui à l'instar de la Russie choisiraient le conflit pour défendre leur intérêt national.

Au début des années 1990, la fin de la guerre froide signe aussi la fin d'un siècle maudit pour les Européens de l'Est puisque marqué par deux guerres mondiales, des crises économiques majeures et des décennies de domination soviétique et de totalitarisme. Pour les pays occidentaux, cet évènement marque à la fois la victoire du capitalisme sur le système d'économie planifiée et l'opportunité de construire enfin un marché mondial fondé sur un commerce sans entrave. C'est la « fin de l'histoire » et le début d'une nouvelle étape de la mondialisation. C'est aussi une période où, pour la première fois dans l'histoire de notre humanité, une part plus importante que jamais de la population partout dans le monde va accéder à la consommation et voir son niveau de vie s'élever. C'est aussi une période qui voit émerger du sous-développement un certain nombre de pays en Asie par exemple. Pourtant, si beaucoup ont voulu croire que cette période avait été pacifique et pacifiée, il suffit de regarder du côté des nombreux conflits qui s'y sont déroulés et dans lesquels les prospères pays occidentaux sont intervenus, à commencer par la première guerre du Golfe en 1990.

⁷ Alan Wm. Wolff, « Trade for Peace », Graduate Institute of Geneva, 28 September 2022.

RECRÉER LES ESPOIRS

Parallèlement, on entend souvent que les sanctions occidentales imposées à la Russie en 2014 et renforcées au moment de l'invasion de l'Ukraine sont un palliatif au fait que nous ne pouvions nous engager dans un conflit avec un pays détenant l'arme nucléaire. Mais c'est peut-être plus compliqué que cela. Et si la période ressemble à la guerre froide, c'est aussi parce qu'elle oppose deux visions du monde : ceux qui défendent l'idée que le commerce et la mondialisation sont des facteurs de paix et ceux qui contestent un ordre mondial au service des plus riches et des plus puissants, où certaines valeurs ne sont défendues que parce qu'elles servent ses intérêts. Ces griefs résonnent aussi dans de nombreux pays occidentaux. Ils sont portés par des populations qui se sentent lésées par la mondialisation, peu ou pas entendues dans leur démocratie, qui craignent le déclassement etc. Ils expliquent aussi le relatif isolement des Occidentaux dans leur position face à la guerre en Ukraine. Pour de nombreux pays dont les pays africains, l'intégrité du territoire est pourtant une valeur primordiale. Leur attitude face à l'invasion ukrainienne est donc surprenante sans cette grille d'analyse. Est-ce à dire alors que le commerce, facteur de paix, est une vision révolue du monde ? Cela signifierait que la guerre est inéluctable, puisque la tendance est au repli sur soi, voire à la démondialisation. Certainement pas, mais il faut intégrer l'idée qu'en réalité et comme évoqué dans la première partie de cet article, le commerce n'est pas un facteur de paix mais une alternative à la guerre, à condition qu'il soit perçu comme un moyen plus efficace de promouvoir les intérêts des nations que ne l'est la guerre. Construire la paix par le commerce suppose ainsi d'intégrer cette idée.

RESTAURER UN COMMERCE INCLUSIF, PORTEUR DE DÉVELOPPEMENT ET DE SÉCURITÉ HUMAINE

L'adage populaire, remontant à l'Antiquité, et qui prétend que si l'on veut la paix, il faut préparer la guerre est de ce fait des plus contestable. Certes, renoncer à construire une défense nationale garante de sécurité est un choix des plus dangereux mais construire une « économie de guerre » c'est-à-dire une économie au service de la guerre est *a minima* tout aussi risqué. C'est ce que mettait en évidence l'économiste John Kenneth Galbraith en 1967 dans son ouvrage intitulé la paix indésirable⁸. Il y décrivait le rôle des dépenses militaires, du complexe militaro-industriel et de la guerre dans le fonctionnement politique et économique

⁸ Galbraith J. K. (1967), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann-Lévy

LE COMMERCE PEUT-IL ENCORE PACIFIER LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

et la puissance des États-Unis. La métaphore du ballon chinois abattu par un avion de chasse américain est intéressante de ce point de vue.

Dans un article publié le 11 avril 2022 dans le *New York Times*, Paul Krugman rappelle qu'au début de la guerre de Sécession aux États-Unis, les confédérés sudistes étaient persuadés que les Anglais se rallieraient à leur cause et viendraient les aider face aux unionistes car ils avaient des intérêts commerciaux très importants dans le coton du sud des États-Unis⁹. Ils sont en réalité restés neutres ne pouvant soutenir les valeurs portées par les confédérés. On retrouve la même logique et la même erreur que celle faite pas les confédérés dans l'analyse faite par Vladimir Poutine lorsqu'il décide d'envahir l'Ukraine mais aussi de l'autre côté, dans la cécité des Européens face à une telle éventualité. Autour de la croyance un peu naïve développée par l'*Ostpolitik* allemande, qu'en renouant des relations commerciales avec l'Union soviétique dans les années 60 on se protégerait de la guerre.

Ce n'est donc pas le commerce qui assure le maintien de la paix mais bien le refus de la guerre donc le choix de la paix qui permet le développement du commerce. En réalité, Montesquieu, ne disait pas le contraire. Il est intéressant de noter à ce stade que Norman Angel a fini par obtenir le prix Nobel de la paix en 1933 en prônant la mise en place d'une communauté de défense des démocraties d'Europe de l'Ouest et pour contrer la menace soviétique. D'ailleurs, protégés par l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, les Européens avaient oublié que le projet européen était un projet de paix, certes fondé sur le commerce mais pas que ! L'Union européenne ne se contente pas d'être une union douanière, on y partage aussi des intérêts politiques. Et, même si on peut légitimement critiquer la faiblesse de sa politique étrangère (SEAE¹⁰), les errements de sa politique de défense ou l'utopique idée d'une armée européenne, le projet européen a survécu à la guerre froide ou aux guerres en ex-Yougoslavie parce qu'il a su profiter de l'opportunité que le commerce offrait de travailler ensemble pour relever des défis politiques, voire plus globaux, afin de parer au risque de différends et de conflits.

⁹ Krugman P. (2022), "Trade and Peace: The Great illusion", *New York Times*, April 11, 2022 - <https://www.nytimes.com/2022/04/11/opinion/germany-russia-ukraine-trade-gas.html>

¹⁰ Service européen pour l'action extérieure

RECRÉER LES ESPOIRS

Le lien entre commerce et paix n'est réel que lorsque le commerce est inclusif des intérêts de chacun, qu'il permet d'augmenter le niveau de vie des populations. Ce n'est que dans ces conditions que le désir de guerre diminue. Se pose alors la question de l'inclusion dans la mondialisation, entre les pays mais aussi à l'intérieur des pays. La mondialisation a permis la réduction de la très grande pauvreté, mais pas des inégalités entre les pays et au sein même des pays. Ce constat n'est pas nouveau puisque dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'article 55 de la Charte des Nations Unies explique que la détermination des Nations Unies est de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaire à la paix et à des relations amicales entre les pays à travers la recherche de hauts niveaux de vie, du plein emploi, du progrès social et économique, de la santé et de l'éducation¹¹.

¹¹ <https://www.un.org/en/about-us/un-charter/chapter-9>

LE COMMERCE PEUT-IL ENCORE PACIFIER LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

BIBLIOGRAPHIE

Catherine Larrère, « Montesquieu et le « doux commerce » : un paradigme du libéralisme », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 123 | 2014, 21-38.

Montesquieu, De l'esprit des lois, livre XX, chapitre 1. Référence désormais abrégée en EL, XX, 1 et indiquée dans le texte. L'édition utilisée est celle de Robert Derathé, Paris, Garnier, 1973.

Michael Rühle, « The end of the « Great illusion » : Norman Angell and the founding of NATO », NATO Review, 14 January 2019.

Alan Wm. Wolff, « Trade for Peace », Graduate Institute of Geneva, 28 September 2022.

Fabien Bottini, « Derrière la « guerre économique totale à la Russie », l'avenir du projet de paix par le commerce », The Conversation, 4 mai 2022.

LE COMMERCE PEUT-IL ENCORE PACIFIER LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

RECRÉER LES ESPOIRS

FAIRE RENAIÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN

PAR STEVEN ERLANGER

À PROPOS DE L'AUTEUR

Steven Erlanger est le correspondant diplomatique en chef pour l'Europe du *New York Times*, basé à Bruxelles. Il a précédemment travaillé à Londres, Paris, Berlin, Belgrade, Prague, Moscou, Jérusalem, Bangkok et Washington et a réalisé des reportages dans plus de 120 pays.

SYNTHÈSE

L'invasion russe en Ukraine a été une prise de conscience brutale pour les gouvernements et les citoyens européens. Malgré une réponse rapide et coordonnée, l'Union européenne doit encore faire face à des divergences profondes entre les États membres sur la façon de travailler avec les alliés et l'OTAN, les relations futures avec Washington et Pékin ou sur son élargissement à l'Ukraine.

Dans sa note, Steven Erlanger présente un bilan en demi-teinte de la politique énergétique et de défense de l'Union européenne. Si des progrès significatifs ont été accomplis par une administration qui fonctionne bien – notamment la Commission – dans la conservation de l'énergie et le sevrage énergétique vis-à-vis de la Russie, l'Europe a créé de nouvelles dépendances énergétiques... et renforcé sa dépendance militaire envers les États-Unis.

Une fois ce cadre posé, l'auteur propose un ensemble de pistes pour croire de nouveau en l'Europe. Selon lui, réduire le déficit démocratique doit être une priorité, ce qui passerait notamment par l'élection du président de la Commission au suffrage universel direct. Les compétences de l'Union devraient également être clarifiées, en améliorant l'action dans les domaines d'attribution plutôt que de chercher à en acquérir de nouveaux. Enfin, Steven Erlanger appelle à plus de lucidité quant à la politique européenne, notamment sa politique étrangère européenne et le fantasme d'une armée européenne. Une manière d'éviter les espoirs déçus.

L'EUROPE FACE À LA GUERRE

BRUXELLES – Jean Monnet, l'un des fondateurs de l'Union européenne, a écrit dans ses mémoires que « l'Europe se forgera dans les crises et sera la somme des solutions adoptées pour ces crises. »

La guerre en Ukraine n'est que la dernière crise en date à déconcerter l'Europe et à lui faire perdre ses illusions. Le retour d'une guerre territoriale à grande échelle, sans précédent en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, a modifié l'Union européenne et l'OTAN, tant dans leur présent que dans leur avenir, avec des conséquences encore floues.

Mais il existe d'importantes raisons d'être optimiste, même si des désaccords persistent sur la manière de définir l'issue de la guerre ou même sur la gravité de la menace posée par une Russie néo-impérialiste et néo-fasciste.

L'Union européenne et l'OTAN ont bien réagi et restent unies, du moins en apparence. L'Europe (et la Grande-Bretagne, ne l'oublions pas) a produit plus que des déclarations de solidarité passe-partout : dix séries de sanctions économiques contre la Russie, un accueil généreux des femmes et des enfants ukrainiens réfugiés et d'importantes livraisons d'aide financière et militaire à Kiev.

L'Europe a pris des mesures pour réduire son énorme dépendance à l'égard de la Russie en matière d'énergie, en particulier de gaz naturel, et elle a réussi jusqu'à présent à faire face aux pressions politiques découlant d'une explosion inévitable des prix de l'énergie et des denrées alimentaires et de l'inflation qui en résulterait. Et l'OTAN, avec ses membres très majoritairement européens – 22 des 31 pays de l'OTAN appartiennent également à l'Union européenne à 27 membres, et bientôt, avec la Suède, 23 sur 27 – est passée brusquement d'une politique de « dissuasion par la punition » à une politique de « dissuasion par le déni ». Travaillant uniquement

RECRÉER LES ESPOIRS

par consensus, l'OTAN place beaucoup plus de troupes compétentes sur la ligne de front avec la Russie, élargit ses forces de réaction rapide et assigne des zones d'opération spécifiques à des armées particulières en cas de conflit, plutôt que de rester en retrait et de s'appuyer uniquement sur le parapluie nucléaire américain.

UNE RÉPONSE EUROPÉENNE À LA HAUTEUR

Le choc de l'invasion russe en Ukraine a été à la fois une source d'embarras et une prise de conscience pour les gouvernements et les citoyens européens, qui s'étaient montrés dangereusement complaisants dans les « trente glorieuses » qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique. Mais si l'alarme ne sonne plus aussi fort, même des pays sceptiques comme la France et l'Allemagne se rendent compte aujourd'hui qu'il n'y aura pas de retour rapide aux relations passées avec la Russie. Et ils commencent à comprendre que le discours de Poutine sur une guerre défensive pour la civilisation russe contre un Occident expansionniste lui survivra. Les dépenses militaires continueront donc d'augmenter, les 2 % du PIB devenant un plancher et non un plafond ; les industries de défense européennes seront stimulées par d'importants contrats à long terme ; les armées européennes gagneront en taille et en sophistication ; et les dirigeants de l'OTAN n'auront plus à faire preuve d'imagination pour justifier leur existence. Nous pouvons mettre fin à la vieille plaisanterie selon laquelle si l'OTAN est la réponse, quelle est la question ? Poutine a apporté la réponse.

Et l'aspiration de longue date d'un véritable « pilier européen » au sein de l'OTAN, capable de gérer au moins une petite guerre conventionnelle sur le sol européen, pourrait enfin se concrétiser. Peut-être.

Il est incontestable que « l'Union européenne a réagi plus rapidement et de manière plus unie que d'autres ne l'auraient pensé », a déclaré Fabian Zuleeg, directeur général de l'European Policy Center, un institut de recherche bruxellois. Elle a été aidée par le discret *leadership* américain, a-t-il ajouté. Mais la grande réussite de l'Europe a été sa capacité à rassembler un ensemble très diversifié de pays aux politiques très différentes et à décider malgré tout de coopérer, de comprendre que cette guerre d'agression ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais aussi l'avenir de la démocratie libérale et de la sécurité mondiale.

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN

Mais « maintenant vient le grand défi, les changements structurels sous-jacents que nous devons faire », a déclaré M. Zuleeg, énumérant les différences persistantes entre les États membres sur l'élargissement, la façon de travailler avec les alliés et l'OTAN, les relations futures avec Washington et Pékin – sans parler de l'avenir de l'Ukraine elle-même, qui s'est vu promettre l'adhésion à la fois à l'Union européenne et à l'OTAN à un moment indéterminé dans l'avenir.

LA QUESTION DE L'ADHÉSION DE L'UKRAÏNE À L'UNION EUROPÉENNE ET L'ATTITUDE VIS-À-VIS DE LA RUSSIE DIVISENT L'EUROPE

En fait, l'Europe est divisée sur la manière dont la guerre doit se terminer. Les pays d'Europe centrale et orientale, qui se souviennent de l'occupation soviétique, veulent que la Russie soit vaincue et chassée de l'ensemble du territoire souverain de l'Ukraine, y compris la Crimée, que la Russie a annexée en 2014. Ils affirment que la guerre a souligné la nécessité de l'OTAN et de l'alliance transatlantique, ainsi que la primauté des États-Unis en tant que garants ultimes de la liberté et de la sécurité de l'Europe.

Les pays de ce que l'ancien secrétaire à la défense Donald Rumsfeld appelait la « vieille Europe » – notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et l'Espagne – soutiennent l'Ukraine mais sont inquiets des coûts à venir. Ils ne s'attendent pas à ce que l'Ukraine reprenne la Crimée, voient l'inévitabilité d'une solution négociée et la durabilité de la Russie en tant que voisin dont les propres insécurités doivent être apaisées d'une manière ou d'une autre pour une paix durable. Alors que la nouvelle Europe considère que la sécurité est « contre la Russie », la vieille Europe, dont Emmanuel Macron, le président français, est le meilleur porte-parole, considère toujours que la sécurité est « avec la Russie ».

Le dilemme reste toutefois hypothétique, puisque Poutine n'a montré aucun intérêt pour un compromis ou des pourparlers de paix sérieux, du moins jusqu'à présent.

« Il est étonnant que les Européens soient restés unis jusqu'à présent, a déclaré Charles Grant, directeur du Center for European Reform, mais il est à craindre qu'en raison de la stagflation, des prix élevés de l'énergie, de l'immigration et des déficits, les populistes exploitent les divisions et poussent l'Ukraine à conclure une

RECRÉER LES ESPOIRS

paix rapide. Au fur et à mesure que la guerre se poursuit, les divisions dans ces deux camps s'aggraveront. »

Il y aura également de vifs débats sur les obligations que l'Union européenne a contractées à l'égard de l'Ukraine en faisant de ce pays un candidat à l'adhésion, sans parler de ce que l'adhésion de l'Ukraine signifierait pour le budget européen, le Fonds agricole commun et le Parlement. Presque tous les bénéficiaires nets deviendront des contributeurs nets.

Mais d'un point de vue positif, les rigueurs de l'adhésion contribueront à garantir que les fonds destinés à la reconstruction de l'Ukraine seront dépensés de manière plus efficace, sans doute avec moins de risques de corruption. Et les entreprises européennes – notamment les fabricants d'armes – profiteront de l'énorme travail de reconstruction de l'Ukraine.

UNION EUROPÉENNE OU OTAN, QUELLE ORGANISATION SORTIRA LA PLUS RENFORCÉE DE LA GUERRE ?

Nathalie Tocci, directrice de l'Institut des affaires internationales à Rome, pense que le verre de l'Europe est à moitié plein. Du côté positif, l'Europe a fait des progrès significatifs en matière de conservation de l'énergie et a commencé à se sevrer de l'énergie russe, en particulier du gaz naturel. Bruxelles a essayé de coordonner le stockage de l'énergie, a mis en place un plafond sur les prix du gaz (bien qu'il soit trop élevé pour avoir de l'importance) et a entamé des discussions sur le découplage des marchés de l'électricité et du gaz.

Pourtant, les flux de gaz russe sont restés largement intacts jusqu'en juin et se sont poursuivis par la suite en quantités moindres, y compris les fournitures russes de gazoduc et de gaz naturel liquéfié (GNL), et la valeur des importations en provenance de Russie a grimpé en flèche, finançant le Kremlin pour l'instant. Et la Russie, tirant les leçons de l'Iran et de la Corée du Nord, s'est montrée habile à échapper aux sanctions.

Selon les estimations, l'Europe a réduit sa consommation de gaz de près d'un quart en 2022, mais la majeure partie de cette réduction provient d'entreprises qui ont arrêté leur production. L'Allemagne, qui recevait plus de la moitié de son gaz de

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN

Russie en 2021, n'en reçoit plus du tout aujourd'hui. L'Europe dans son ensemble, qui recevait 46 % de son gaz de Russie en 2021, y compris le GNL, n'en reçoit plus que 24 % en 2022 et, à la fin de l'année, ce chiffre était encore plus bas, a déclaré Giovanni Sgaravatti de Bruegel, un groupe de réflexion économique bruxellois.

L'Allemagne a ainsi débloqué 200 milliards d'euros sur deux ans, soit le double du montant déclaré en fanfare pour les dépenses militaires sur une période de quatre ans, ce qui a suscité des plaintes de la part des États les plus pauvres et les moins prudents. Mais combien de temps encore les gouvernements pourront-ils se permettre de telles subventions, surtout avec des niveaux d'endettement déjà élevés en raison de la gestion de la pandémie de Covid-19 ?

L'Europe devra désormais compter sur des sources d'énergie non russes, en particulier sur le GNL provenant de pays comme le Qatar et les États-Unis, mais cela créera de nouvelles dépendances, notamment vis-à-vis de Washington, a déclaré Robin Niblett, ancien directeur de Chatham House. Si l'on ajoute à cela la nécessité pour l'Europe de « se tourner résolument vers les États-Unis pour garantir sa sécurité » face à la volonté de la Russie de redoubler d'efforts sur le plan militaire pour tenter de réécrire l'ordre sécuritaire européen, M. Niblett a déclaré que « l'Union européenne a donc abandonné l'idée d'une autonomie stratégique européenne en tant que projet parallèle à l'OTAN et indépendant de cette organisation. »

Les institutions européennes fonctionnent bien, en particulier la Commission, la bureaucratie exécutive de l'Union, qui a su transformer des agences existantes, comme la Facilité européenne pour la paix, en mécanisme de financement de l'aide militaire à l'Ukraine, pour atteindre un total de 5,6 milliards d'euros. Elle a également utilisé des ressources communes, quelque 300 milliards d'euros provenant de son fonds de relance Covid, pour accélérer la transition vers les énergies renouvelables.

Mais les dirigeants européens sont moins unis lorsqu'il s'agit de renforcer les capacités de défense de l'Europe. Les Européens ont pris les « dividendes de la paix » avec une telle insouciance qu'à l'OTAN, les armées européennes sont appelées « armées de bonsais », en référence aux arbres minuscules. Bien qu'elle prenne la défense et l'approvisionnement plus au sérieux, l'Europe s'est fragmentée au lieu

RECRÉER LES ESPOIRS

de s'unir, achetant ce qui était disponible pour reconstituer les stocks d'armes initialement réduits, y compris les F-35 américains, plutôt que d'attendre des solutions de rechange européennes. « Ils ont acheté à la Corée du Sud, à Israël et aux États-Unis, et non à l'Europe, a déclaré Mme Tocci, et cela conduit l'Europe à être moins capable en matière de défense et plus dépendante des États-Unis. »

Quant à l'OTAN, la guerre en Ukraine l'a « sauvée, a transformé son statut et a assuré sa pertinence » après quatre années de confusion sous le président Trump et la sortie chaotique de l'Afghanistan, a déclaré Leslie Vinjamuri, directrice du programme sur les États-Unis et les Amériques à Chatham House.

L'OTAN, avec un leadership américain fort, est passée d'une institution de l'après-guerre froide à la recherche d'un but (à un moment donné, comme l'a dit M. Macron, « proche de la mort cérébrale »), à une alliance militaire désespérément nécessaire pour protéger ses membres européens d'une menace imminente pour leur souveraineté et leur sécurité.

La Finlande et la Suède ont rapidement compris que la seule véritable garantie de sécurité est désormais l'adhésion à l'OTAN, et non Bruxelles. Ces deux pays renforceront considérablement l'OTAN, porteront un coup stratégique et politique important à M. Poutine et faciliteront l'alignement sur une Union européenne qui s'est vu rappeler avec force sa dépendance militaire à l'égard de Washington.

SURMONTER LES NOMBREUX DÉFIS À L'HORIZON

Mais des défis majeurs se profilent à l'horizon, avec des questions sérieuses étouffées au nom de l'unité transatlantique et de la solidarité avec l'Ukraine.

Malgré la promesse d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'OTAN, aucune offre réaliste n'a été faite pour l'instant, et la question complexe des futures garanties de sécurité pour l'Ukraine a été laissée en suspens alors que les combats se poursuivent. La manière dont la guerre prendra fin, dont l'Ukraine sera protégée et par qui, dont elle sera reconstruite et par qui et avec quel argent, aura des conséquences majeures pour les deux institutions.

FAIRE RENÂÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN

Il y a aussi la montée imminente de la Chine et ce qu'elle signifie pour la sécurité, la cohésion et la prospérité transatlantiques.

« Il y a très peu de réflexions stratégiques à long terme à Bruxelles », a déclaré M. Zuleeg du European Policy Center. « Nous ne pouvons pas être catégoriques sur les résultats, mais nous devons commencer à élaborer des scénarios possibles. »

Voici donc quelques « propositions modestes » visant à accroître les chances de voir se concrétiser les espoirs d'une Union européenne plus forte.

DÉMOCRATIE, DIPLOMATIE ET DÉFENSE : POUR UNE EUROPE PUISSANTE MAIS RÉALISTE

Tout d'abord, le déficit démocratique de l'Union européenne doit être réduit et sa visibilité améliorée avant qu'un véritable changement structurel puisse avoir lieu dans une Union terrifiée à l'idée de risquer une modification du traité. La participation électorale diminue à chaque élection du Parlement européen, et peu d'Européens peuvent identifier leur député européen, sans parler de leur groupe de partis.

Je pense que le président de la Commission devrait être directement élu par les électeurs européens lorsqu'ils votent pour le Parlement européen. Les candidats principaux des groupes politiques européens – les *Spitzenkandidaten* – seraient des prétendants légitimes à la fonction, et pas seulement des boucs émissaires ridicules mis de côté au gré des caprices des dirigeants du Conseil européen. La campagne créerait également une véritable politique et même une certaine effervescence autour des partis européens.

Une élection directe pourrait même inciter des hommes politiques sérieusement compétents et expérimentés à se présenter aux élections européennes. Comme Joschka Fischer me l'a dit un jour, lorsque je lui ai demandé s'il avait déjà eu de telles ambitions : « Pourquoi jouer en deuxième division quand on joue en Bundesliga ? » Ou encore la célèbre réplique de la série télévisée *Borgen* : « A Bruxelles, personne ne peut vous entendre crier. »

RECRÉER LES ESPOIRS

Deuxièmement, il faut cesser de prétendre qu'il existe une politique étrangère européenne sur toutes les questions, sauf les moins importantes et les plus banales. Les pays membres gèrent leur propre politique étrangère et ne céderont jamais leur souveraineté en matière de défense ou d'affaires étrangères. La politique du plus petit dénominateur commun n'est pas une politique du tout.

Le Service européen pour l'action extérieure compte plus de 4 000 employés. Honnêtement, que font-ils tous ? Quel est l'impact de leur travail ? Comme l'a demandé un jour Stefan Lehne, un ancien diplomate autrichien qui travaille aujourd'hui pour Carnegie Europe : « Lorsque Josep Borrell Fontelles, l'actuel haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, prend la parole, parle-t-il vraiment pour quelqu'un d'autre que lui-même ? »

En termes de défense, il existe des missions européennes importantes, bien que mineures, comme la lutte contre la piraterie. Mais les Européens devraient renoncer au fantasme d'une armée européenne. Il n'y a pas de volonté d'en avoir une, et il n'y a pas de structure politique qui pourrait en commander une avec une légitimité démocratique. Et je n'ai pas encore trouvé dans les États membres plus de quelques personnes prêtes à mourir pour l'Union européenne plutôt que pour leur nation.

Des améliorations sont néanmoins possibles. Une meilleure intégration des forces existantes, bien sûr. Plus d'efficacité dans les dépenses, afin que chaque pays ne dispose pas d'une version médiocre des mêmes capacités. Une plus grande standardisation des équipements et surtout des munitions. Un effort sérieux pour améliorer la mobilité militaire en cas d'urgence, un objectif que l'OTAN ne peut atteindre sans la participation des gouvernements européens. Une académie de défense européenne, pourquoi pas ?

Mais cessons de prétendre, après la Libye et l'Ukraine, qu'il existe une alternative européenne à l'OTAN ou même au parapluie nucléaire américain.

Troisièmement, l'Union européenne devrait se concentrer sur l'amélioration de ce qu'elle fait actuellement et cesser de chercher de nouveaux domaines dans lesquels échouer. Ursula von der Leyen considère le programme de vaccination

FAIRE RENÂÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN

Covid comme un grand succès dans un nouveau domaine pour Bruxelles. Mais en réalité, il était lent, inefficace, motivé par l'idéologie et, avant qu'il ne démarre, de nombreux Européens sont morts. Luuk van Middelaar a expliqué ce tableau très contrasté dans son excellent petit livre, « Pandemonium : Sauver l'Europe »¹.

Il en va de même pour l'achat de munitions pour l'Ukraine et les États membres. L'achat en gros est une bonne idée, mais il faut laisser les États individuels se regrouper pour le faire. Donner à l'Ukraine des fonds pour acheter directement ses propres munitions, puisque son armée sait bien mieux que la Commission ce dont elle a besoin et ce qui fonctionne le mieux, sans le fardeau supplémentaire d'une bureaucratie européenne.

La réaffectation complète de l'étrange « Facilité européenne pour la paix » pour rembourser les États membres qui envoient des armes à l'Ukraine était une bonne idée, un moyen de répondre de manière plus urgente à la guerre et d'instrumentaliser une institution existante mais mal considérée. Mais il ne faut pas en faire un modèle. La PESCO² est également une bonne idée, mais il est organisé de manière à limiter la concurrence des alliés non européens de l'OTAN, comme les États-Unis et le Canada, ce qui en fait davantage un instrument de politique industrielle que de coopération en matière de défense.

Pourquoi ne pas plutôt réparer enfin le marché unique ? Achever l'union bancaire ? S'assurer que l'euro est imprenable, avec les institutions financières adéquates pour le soutenir ? Négocier une politique d'asile commune qui soit équitable pour des pays comme l'Italie ? Améliorer et mieux gérer Frontex ?

Ce ne sont pas des rêves irréalisables. Et ils nécessiteront davantage de fonds – qu'il en soit ainsi. À l'heure actuelle, avec environ 1 % du PIB européen, le budget insignifiant de l'UE est la meilleure indication que les ambitions de l'Union ne sont pas partagées là où cela compte, c'est-à-dire dans les États membres.

Il faut que le financement soit à la hauteur de l'ambition. C'est ainsi que l'on pourra, plus que toute autre chose, « recréer les espoirs ».

¹ Luuk van Middelaar, « Pandemonium : Saving Europe », Agenda Publishing, 2021.

² Permanent Structured Cooperation (en français : Coopération structurée permanente)

BIBLIOGRAPHIE

Luuk van Middelaar, « Pandemonium : Saving Europe », Agenda Publishing, 2021.

FAIRE RENÂÎTRE L'ESPOIR EUROPÉEN

RECRÉER LES ESPOIRS

D'UN PARADOXE À L'AUTRE

LA NÉCESSITÉ DE MIEUX ARTICULER DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE, SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE POUR RÉSISTER À LA CRISE ET CONCRÉTISER LES ESPOIRS

PAR CLAIRE THOURY

À PROPOS DE L'AUTRICE

Claire Thoury est présidente du Mouvement associatif et membre du Conseil économique social et environnemental (CESE). Elle préside le Comité de gouvernance de la Convention citoyenne sur la fin de vie qui a rendu ses travaux au début du mois d'avril. Au titre du Mouvement associatif, elle est membre du groupe de coordination du *Pacte du Pouvoir de Vivre*. Ancienne déléguée générale d'Animafac, Claire Thoury est spécialiste des questions d'engagement. Elle est l'auteure d'une thèse soutenue en 2017 intitulée « L'engagement dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques ».

SYNTHÈSE

Le conflit sur les retraites est-il le rejet d'un projet de loi – ou du gouvernement qui le porte – ou est-il le symptôme d'une crise plus profonde de notre démocratie ? Pour Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif et membre du CESE, la réponse est claire : notre démocratie vit une crise multifactorielle. De cette situation naît une colère qui, lorsqu'elle est partagée, peut produire une saine mobilisation collective. Mais qui peut aussi conduire à la rupture si elle n'est pas canalisée.

Pour sortir de cette crise, l'autrice de cette note, également présidente du Comité de gouvernance de la Convention citoyenne sur la fin de vie, propose de réinvestir deux dimensions essentielles : une société civile organisée et une démocratie plus participative. C'est le sens donné aux conventions citoyennes, véritable « tour de force démocratique », dont elle dresse les enseignements avant d'écarter certaines critiques opposées à ce dispositif.

En réalité, démocratie représentative, participative, civile ou sociale ne s'opposent pas. Bien au contraire, les articuler entre elles doit être le fil rouge du renouveau démocratique. Parce que l'écart se creuse entre les Français et le politique, il est impératif de renforcer les relais qui se trouvent entre eux : les corps intermédiaires.

Les dernières semaines ont vu notre démocratie face à un paradoxe. Alors que des millions de personnes manifestent pour s'opposer à la réforme des retraites, de façon pacifique et apaisée, alors que les organisations syndicales font front, alors que les Français rejettent dans leur très large majorité ce projet de loi, et après des semaines de débat, la Première ministre a engagé la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale en activant le 49-3. Dire que cette décision a été un choc politique est un euphémisme. Perçue comme une forme de mépris, un déni de démocratie, elle a provoqué beaucoup d'émotions, de colères mais aussi de ressentiments, contribuant à ébranler davantage une confiance déjà bien érodée. Loin d'être une simple séquence politique et sociale, ce mouvement contre la réforme des retraites et son traitement par l'exécutif approfondit une fissure démocratique déjà forte qu'il nous faut urgemment panser au risque que la rupture soit définitivement consommée.

Si la crise de notre système démocratique est multifactorielle, le mépris ressenti par de nombreux acteurs l'accentue. En effet, dès 2017, les corps intermédiaires dont je fais partie ont reproché au président de la République d'être déconsidérés, mis de côté, traités avec une forme de mépris qui a grandement alimenté la colère. Par chance, lorsque la colère s'exprime et qu'elle est partagée, elle peut se transformer en un puissant mouvement de mobilisation collective. Rassemblés, nous sommes plus forts et mieux organisés. C'est la raison pour laquelle nous défendons le fait fédératif au sein du Mouvement associatif. C'est la raison pour laquelle une institution comme le Conseil économique social et environnemental (CESE) qui rassemble la société civile organisée et qui sait la faire dialoguer de façon constructive et apaisée doit jouer un rôle clé. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de créer le *Pacte du Pouvoir de Vivre*, qui réunit aujourd'hui 64 organisations (syndicats, associations, fondations, mutuelles) qui ont fait le choix de se rassembler pour porter un projet de transformation sociale ensemble, directement construit grâce à un ancrage réel puissant, donc en adéquation avec les aspirations des individus – ou en tout cas en prenant compte de ces aspirations.

RECRÉER LES ESPOIRS

Le vrai risque de la crise sociale et politique que l'on connaît avec cette réforme des retraites est que le mépris ne soit plus simplement destiné aux corps intermédiaires mais aussi aux parlementaires, d'une part, et aux citoyens, d'autre part, puisque le choix du pouvoir exécutif sous-entend que les uns et les autres sont soit dans l'incapacité de comprendre les vrais enjeux ou dans l'incapacité de prendre une « bonne décision » sur ce sujet. Comme l'explique très justement Cécile Van De Velde, les colères, lorsqu'elles sont collectives, produisent de l'action, de la mobilisation. En revanche, lorsque ces colères émergent du fait d'un mépris récurrent, d'un sentiment de ne pas être compris, d'être victime d'injustices répétées alors elles contribuent à fissurer davantage la confiance pour se transformer en un puissant rejet du système avec les effets que l'on connaît ou que l'on peut imaginer. Selon elle, la participation politique est d'ailleurs l'un des enjeux majeurs de la décennie notamment en raison de colères qui se dirigent contre les institutions, la participation politique au sens de l'acceptation des règles du jeu. Dans le cadre de ses travaux de recherche, elle s'intéresse aux révoltes plus silencieuses dont on parle moins mais qui peuvent précisément nous éclairer dans la perspective d'un travail sur le renouveau démocratique. Elle identifie une montée de la rhétorique anti-système directement corrélée à une rhétorique de frustration contre le système. Mais la question posée par Cécile Van De Velde est la suivante : comment se révolter contre un système ? C'est très difficile, cela renforce les colères silencieuses, discrètes, des colères qui ne se canalisent pas. Ces colères peuvent être très dangereuses parce qu'elles entraînent des ruptures et une radicalisation, vers l'extrême droite notamment, parce que le mépris ressenti est trop fort.

En cela, la situation sociale est préoccupante puisque face à une mobilisation significative, organisée, respectueuse, l'exécutif choisit de faire passer en force un texte avec des conséquences quotidiennes lourdes et significatives dans la vie des individus, un texte perçu comme injuste notamment en raison du critère d'âge qui crée, de fait, des inégalités. En plus d'alimenter le sentiment de mépris et d'injustice des citoyens, cette décision nie au Parlement sa fonction de faire la loi et renforce une contestation déjà grande de la légitimité de nos institutions.

Le tableau est un peu sombre mais des solutions tangibles existent bel et bien et gagnent à être connues et reconnues car il en va de notre responsabilité collective, notamment à nous acteurs de la société civile organisée, de tout faire pour résister

D'UN PARADOXE À L'AUTRE

à ce scénario catastrophe et montrer que des réponses existent. Pour sortir de la crise démocratique que l'on traverse, il faut investir deux dimensions essentielles, aux côtés de la démocratie représentative qu'il ne s'agit aucunement de remettre en question : une société civile organisée avec des corps intermédiaires renforcés, absolument indispensables pour une vitalité démocratique effective, pour poser les contradictions, les controverses, les désaccords mais aussi pour construire des compromis de sorte à construire des réponses collectives satisfaisantes à rebours de la facilité et de la médiocrité qui traversent le débat public aujourd'hui ; une démocratie plus participative car les citoyens veulent participer à construire les décisions qui les concernent. C'est tout le sens des conventions citoyennes : rassembler des gens, via le tirage au sort, issus d'horizons très différents, représentatifs de la diversité de la population française, pendant une durée significative, sur un sujet précis sur lequel ils n'ont pas à avoir de connaissances – bien que ce soit possible – pour échanger, comprendre, délibérer et construire des réponses collectives qui ne soient pas la somme des positions individuelles.

La Convention citoyenne sur la fin de vie qui vient de se terminer est un tour de force démocratique. Elle a réuni, pendant quatre mois, 184 citoyennes et citoyens venus d'horizons très différents, représentatifs de la diversité de la population française, de tous les âges, toutes les origines géographiques, tous les niveaux de diplômes, toutes les catégories socio-professionnelles. Ces 184 citoyennes et citoyens ont su produire en 9 sessions, 27 jours de travail, une proposition de cadre collectif de la fin de vie en France. Ce cadre exigeant s'organise en deux parties : une première partie consensuelle consacrée à la nécessité de renforcer le cadre actuel, notamment les soins palliatifs mais aussi de promouvoir la formation et l'information, de pointer la nécessité d'investir massivement dans la recherche, etc. ; la deuxième partie, consacrée à l'aide active à mourir, pose quant à elle la controverse, les arguments en faveur d'une aide active à mourir qui recueillent le soutien de 75 % des participants mais aussi ceux en défaveur qui obtiennent le soutien de 25 % des participants. C'est en cela que cet exercice est un tour de force démocratique qui a su poser la controverse, porteur de beaucoup d'espoir. Il parvient à rassembler dans la durée des citoyens qui acceptent de donner de leur temps pour traiter un sujet aussi sensible et complexe, qui, malgré les difficultés, débattent de manière apaisée et harmonieuse au point de dénoter significativement avec les débats organisés dans d'autres chambres et notamment à l'Assemblée nationale, mais aussi à construire une réponse complète et exigeante qui refuse

RECRÉER LES ESPOIRS

tous les raccourcis et qui n'a pas peur de faire de la nuance une boussole de sorte à ne pas alimenter les polarisations déjà bien réelles. Cette capacité à dialoguer de manière aussi respectueuse avec des gens qui ne pensent pas de la même manière est illustrée par les propos de l'une des conventionnelles appartenant aux 25 % contre l'aide active à mourir lors de la conclusion des travaux : « merci aux 75 % d'avoir donné aux 25 %, 50 % du temps de parole et 50 % de l'espace dans le livrable ».

Quelques jours après la fin de cette convention considérée à cette date comme une réussite, je retiens trois éléments importants.

Tout d'abord, la quête du consensus n'est pas une nécessité. Au contraire, poser la controverse, accepter d'être en désaccord, chercher à trouver des voies de passage sans nier les nuances et les différences, dépasser la conflictualité, est sans doute un horizon souhaitable pour notre débat public. C'est ce qui s'est passé dans le cadre de cette convention puisque si une majorité claire se dégage, la réponse citoyenne ne dilue pas les positions les plus minoritaires, de sorte à n'empêcher personne d'être entendu sans nier ou diluer les divergences.

Ensuite, un exercice démocratique de ce type nécessite d'articuler de façon permanente le politique, l'intime et la méthode de sorte à garantir la confiance. Le politique car tout l'enjeu est de fixer un cadre de référence collectif qui permette à la société d'avancer ; l'intime parce que parler de fin de vie pour construire une réponse exigeante impose de partager un bout de soi avec d'autres mais aussi de recevoir un bout de l'autre avec soi ; la méthode parce que la démocratie se travaille, parce que ce sont des humains que nous avons en face de nous, parce qu'on ne peut pas anticiper tous les problèmes tout le temps, ni toutes les questions, toutes les interrogations, toutes les envies. Cela implique de s'ajuster en permanence, d'accepter d'avoir parfois tort, d'innover et d'expérimenter des solutions qui ne fonctionnent pas à tous les coups. C'est cet équilibre difficile, exigeant, qui permet la confiance des citoyens les uns envers les autres mais aussi des citoyens envers l'institution, confiance comme clé de voûte d'un bon fonctionnement

D'UN PARADOXE À L'AUTRE

démocratique. Autrement dit, quand on fait une erreur, on s'excuse ; quand on a des doutes, on les partage ; quand on est en désaccord, on en parle.

Enfin, avec le bon outil, on peut permettre à des citoyens de travailler sur tous les sujets. Les conventions citoyennes sont des dispositifs exigeants, qui s'améliorent de façon continue mais qui sont pensés pour garantir la participation de tous.

La question de la légitimité de ces citoyens s'est souvent posée, mais c'est mal comprendre le sens de cet exercice délibératif. Ils sont là précisément parce qu'ils n'ont pas de légitimité particulière mais pour ce qu'ils sont, tout l'enjeu étant de permettre le croisement des différentes individualités pour produire de l'intelligence collective. Demander à ces citoyens de venir comme ils sont c'est accepter que la raison n'est pas la seule à être légitime pour produire une réponse exigeante. Au contraire, ce sont bien les individualités qu'il s'agit de croiser : les vécus, les expériences, les émotions, les intelligences et les doutes. L'intelligence collective ne se résume pas à la superposition des intelligences individuelles mais nécessite que ces intelligences se croisent dans ce qu'elles ont de plus complet pour rendre possible quelque chose qui ne le serait pas autrement.

Ce cheminement collectif a pour mission d'éclairer la décision publique sur un sujet hautement sensible et de mesurer ce que la société serait prête à accepter après plusieurs semaines de travail. On ne peut que se réjouir que des conventions citoyennes soient organisées, elles sont notamment très importantes dans deux cas : pour défricher un sujet ou pour aider à trancher lorsque les débats traditionnels ne le permettent pas. Mais elles sont aussi un puissant outil pour permettre à tous de participer à la chose publique et trouver du pouvoir d'agir. Pour reprendre les propos de Thierry Beaudet, président du Conseil économique social et environnemental, si la décision appartient à celles et ceux qui ont la légitimité de l'élection, la construction de la décision appartient à tous.

Cet adage est vrai aussi pour les corps intermédiaires et la démocratie sociale. Notre démocratie souffre d'une défiance de plus en plus grande à l'égard des institutions et des élus. La démocratie représentative seule ne suffit pas, elle est aujourd'hui en crise. La tendance de fond est à la distanciation entre les Français et la politique d'où la nécessité de tout faire pour renforcer les corps intermédiaires,

RECRÉER LES ESPOIRS

tout en organisant des exercices de démocratie participative exigeant vis-à-vis des commanditaires et des organisateurs pour redonner du pouvoir d'agir aux citoyens.

Renforcer les corps intermédiaires implique de gagner la bataille de la légitimité ou plutôt de sortir de ce conflit de légitimité observé tout au long de la mobilisation contre les retraites. Cette question se pose aussi pour les associations et/ou collectifs qui subissent des atteintes graves et répétées à leur liberté depuis plusieurs mois maintenant. Prenons l'exemple de l'affaire des méga-bassines qui confrontent deux visions autour du partage de l'eau pour illustrer cette affirmation puisque certains considèrent que stocker le surplus d'eau en hiver permet de faire face à la sécheresse en été tandis que d'autres pointent les conséquences du fait de puiser dans les nappes phréatiques comme les sous-sols ne peuvent plus se reconstituer. Ces derniers pointent la nécessité de changer de modèle plutôt que de s'obstiner à détruire la planète pour préserver le modèle actuel. Sauf que l'État soutient les premiers ce qui incite les deuxièmes à s'organiser pour résister. Cela pose donc la question de savoir qui est légitime. Plus encore, l'affaire des méga-bassines illustre bien les vives tensions entre le monde associatif et l'État accentuées depuis la promulgation du contrat d'engagement républicain le 1^{er} janvier 2022, que doivent signer les associations subventionnées ou agréées. Dénoncé par le Mouvement associatif – et le monde associatif en général – ce contrat inscrit dans la loi visant à conforter les principes de la République et créée pour lutter contre les séparatismes, est dans les faits utilisé contre les associations de droits et de cause et les associations environnementales. Ce texte et son utilisation problématique attestent de la méconnaissance de ce que sont les associations à la République. Là encore, nous sommes face à un paradoxe démocratique puisque les associations qui ont permis de faire évoluer les principes et les valeurs de la République, dont le droit est reconnu comme un principe constitutionnel, dont les libertés sont inscrites dans sa loi fondatrice de 1901, se trouvent mises en difficultés. Alors que la loi 1901 pose la confiance comme *a priori*, le contrat d'engagement républicain y oppose la défiance. Outre ce que cela dit de la conception que certains se font du rôle des associations – qui rappelons-le, ne sont pas là pour faire plaisir aux pouvoirs publics – cela a des conséquences très concrètes à plus ou moins long terme avec la crainte, d'une part, d'entraver l'action de certaines associations et donc la réponse à des besoins et, d'autre part, de voir certaines associations s'auto-censurer au risque que certains progrès n'adviennent pas. Où en serait-on si Act-

D'UN PARADOXE À L'AUTRE

Up n'avait pas installé un préservatif géant place de la Concorde pour faire réagir la population face à la montée du Sida ? Où en serait-on si le Planning familial n'avait pas importé des contraceptifs de Grande Bretagne alors que la contraception n'était pas autorisée ? Les exemples ne manquent pas pour illustrer ce rôle clé d'aiguillon démocratique que les associations jouent depuis de très nombreuses années maintenant, soyons donc très attentifs et mobilisés face à tout ce qui pourrait l'entraver.

Parvenir à articuler démocratie représentative, démocratie sociale et civile, et démocratie participative, est le fil rouge de ce renouveau démocratique que l'on appelle de nos vœux. Cette articulation doit être posée pour parvenir à résister à la crise que l'on traverse et pour construire une démocratie renouvelée. En creux se pose la question du partage du pouvoir de sorte à garantir du pouvoir d'agir aux individus et du pouvoir d'influence aux collectifs d'individus organisés précisément pour cela. Taire les corps intermédiaires, refuser la nuance, centraliser le pouvoir, sont les maux dont souffre notre démocratie. Accepter de partager le pouvoir de façon plus systématique, co-construire la décision pour que les propositions soient en adéquation avec les besoins et attentes des personnes concernées, agir pour lutter contre la médiocrité du débat public en acceptant la controverse et les aspérités sont des horizons évidemment souhaitables mais surtout possibles dès lors que l'on s'en donne les moyens.

RECRÉER LES ESPOIRS

DANSER POUR LE CLIMAT

LA JEUNESSE BOUGE POUR QUE TOUT CHANGE

PAR JULIETTE QUEF

À PROPOS DE L'AUTRICE

Juliette Quef est journaliste et directrice de *Vert.eco*, un média indépendant sur l'écologie. Elle a été à l'origine de la *Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique* qui vise à améliorer le traitement médiatique de ces questions.

SYNTHÈSE

Quelle est la forme de mobilisation la plus efficace pour faire changer les choses ? Cette question anime l'histoire des mouvements sociaux jusqu'aujourd'hui. Dans cette note, Juliette Quef, cofondatrice du média *Vert*, explore les nouvelles formes d'actions expérimentées par les jeunes, notamment dans le cadre de la lutte pour la prise en compte de l'urgence climatique.

De nombreuses formes de mobilisation ont été tentées. Depuis 2018, se multiplient les actions choc, la désobéissance civile contre les grands projets. Mais ces formes d'action trouvent leurs limites en braquant une partie de la société, en présentant un futur de restrictions et de sacrifices, et en s'inscrivant davantage dans une logique d'opposition systématique que de proposition.

Il s'agit alors de trouver un langage universel, fédérateur, positif. Quel meilleur médium que l'art pour cela ? Comme on le voit avec le développement des « artistes », la danse, le chant ou le spectacle vivant, en incarnant « publiquement l'espoir, [permettent] de faire entrevoir à tous l'horizon des jours heureux » et de réintroduire la joie dans un espace public habituellement dominé par la colère, de mobiliser de nouveaux publics. Sans céder à une vision naïve, sans faire abstraction du difficile constat de la réalité.

En corps. Hasard de calendrier, le 20 mars 2023, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) publiait la synthèse de son sixième cycle d'évaluation. Au même moment, la vidéo d'une jeune « techno-gréviste » se déhanchant dans la manifestation contre la réforme des retraites française entamait son tour du monde des réseaux sociaux. Deux médias, un même message : la planète brûle mais l'humanité n'engage toujours pas la grande bifurcation qu'il lui faut opérer pour préserver de bonnes conditions de vie sur Terre.

S'il est « un guide de survie pour l'humanité », selon les mots du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, le rapport du Giec est avant tout un recueil de milliers de pages de petites lignes tassées et de graphiques arides : un régal pour les ingénieurs, une mine d'or pour les journalistes, et un pavé indigeste pour le restant des mortels. Dès lors, comment transmettre sa précieuse teneur à la majorité de nos concitoyens et éviter les pires scénarios avec leurs courbes rouge-sang ? Comment communiquer l'urgence ? Si ces réflexions animent les militants pour le climat depuis trente ans et plus, c'est du côté de la danse, du chant et d'autres formes d'art que la jeunesse trouve, peut-être, son exutoire et fait preuve, en cette ère post-Covid, d'une créativité bien vivante.

LE CORPS COMME FORCE DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

« La danse est un moyen de ramener de l'incarnation et de la chaleur dans un mouvement climat qui brandit des chiffres froids. Le corps, c'est aussi celui avec lequel on fait face à tous les dérèglements climatiques. On souffre avec le corps quand il fait trop chaud à cause des vagues de chaleur », m'a confié Justine Sene, l'une des cofondatrices du collectif Minuit 12. Créé en avril 2022 avec Jade Verda et Pauline Lida, alors étudiantes à Sciences Po, ce groupe de danseurs et de danseuses utilise leur art pour alerter sur le changement climatique. « Des gens qui font des discours, il y en a plein. On voulait trouver autre chose ». Les trois

RECRÉER LES ESPOIRS

camarades envisagent alors la danse – Pauline a été formée au classique, Jade est gymnaste et a pratiqué le contemporain, Justine le hip hop et le waacking – une forme afro-américaine de danse de rue. Avec Minuit 12, elles sont apparues dans le court-métrage de l'activiste Camille Etienne « EACOP : La Bombe climatique de notre génération ». Habillées de noir, le visage barré d'une marque couleur pétrole, elles ont réalisé une performance devant le siège de TotalEnergies en octobre 2022 pour s'opposer à la construction du plus grand pipeline chauffé au monde. Plus tôt, en mai 2020, Jade Verda se mouvait déjà au milieu de la montagne dans le premier court-métrage d'Avant l'orage. Intitulé « Réveillons-nous ! », celui-ci alterne entre plans élargis sur la danseuse qui agite les bras et se roule à terre et gros plans sur Camille Etienne qui scande « Nous sommes la première génération à vivre les conséquences du réchauffement climatique et la dernière à pouvoir y faire quelque chose ».

Ce sentiment d'urgence, une partie de la jeunesse l'a intégré avec les grèves scolaires pour le climat, lancées en 2018 par la Suédoise Greta Thunberg. Partout dans le monde, des lycéens et des étudiants ont protesté contre l'inaction climatique de leurs gouvernants. Puis, les grandes marches pour le climat ont rythmé l'année 2019, interrompues à partir de mars 2020 par les mesures sanitaires mises en place pour endiguer l'épidémie de Covid-19. Parallèlement à cela, les actions-choc d'Extinction Rebellion au Royaume-Uni et en France contre les grands projets inutiles ont attiré beaucoup de nouveaux militants à la désobéissance civile. Une forme de lutte qui prime aujourd'hui, notamment avec le mouvement Just Stop Oil, né en mars 2022, qui s'est illustré à l'été suivant avec des jets de soupe sur les tableaux – vitrés – des musées européens, ou encore l'interruption des plus grands raouts, de Roland Garros aux Césars, par la branche française Dernière Rénovation.

Mais les slogans et les blocages ont, peut-être, leurs limites. « Nos demandes ne sont jamais réellement entendues. Quand elles le sont, elles sont systématiquement vidées de leur substance », dénonce Maxime Ollivier du collectif Le bruit qui court. Cet ancien organisateur de marches pour le climat en 2019 à Toulouse et d'actions de désobéissance civile aux côtés d'Extinction Rebellion en a eu « marre d'être toujours dans le "contre" et jamais dans le "pour" ». Responsable de la mobilisation pour l'organisation de Primaire populaire qui visait à présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2022 choisi par les citoyens, il dit avoir eu « besoin de retrouver la joie et le plaisir à travers la danse ». Un art qu'il avait

DANSER POUR LE CLIMAT : LA JEUNESSE BOUGE POUR QUE TOUT CHANGE

délaissé en songeant : « d'abord la lutte contre les effondrements en cours et on verra après pour la danse ».

Si, dans l'ère post-covid, le recours à l'art est une manière de réintégrer le registre du sensible et de l'émotionnel, les danseurs pour le climat y voient aussi une tactique de mobilisation : « on touche d'autres publics qui ne comprennent pas la désobéissance civile ou s'y opposent, souligne Maxime Ollivier. La danse est un langage universel, beau, esthétique. Les gens regardent et se questionnent. Cela participe d'un objectif de diversification des publics. » C'est à l'occasion du festival Agir pour le vivant, à Arles à l'été 2022, que son collectif Le bruit qui court est sorti de terre. Ses 150 membres, des « artistes » – mélange des mots « art » et « activistes » –, y ont réalisé une performance place de la République sur un extrait sonore du Petit manuel de résistance contemporaine de Cyril Dion, agrémenté de techno. Résultat ? « Un sentiment angoissant et oppressant. À la fin, des gens pleuraient. Beaucoup sont venus nous voir : ils avaient besoin de venir discuter. Certains nous ont même fait des câlins. L'émotion touche. », raconte-t-il. Depuis, le collectif a organisé une représentation pour dénoncer la surconsommation et la *fast fashion*, à la veille du *Black Friday* en novembre 2022, ou encore des fêtes lors des matchs de la Coupe du monde au Qatar à la même période – qu'ils boycottaient en raison de son coût humain et environnemental.

QUAND LE MOUVEMENT CHANGE L'ALERTE EN JOIE

Ces derniers mois, la danse, le chant ou le spectacle vivant participatif refont surface parmi d'autres formes de mobilisation. On pense aux soirées « Chaleur humaine » organisées par la communauté Makesense pour se mouvoir au cœur d'un hiver 2022-2023 en proie à la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité. Aux Rosies, ces militantes du mouvement Attac qui, depuis 2019, chantent et livrent leurs chorégraphies à la foule, habillées du bleu de travail et du fichu rouge à pois blancs de Rosie la Riveteuse. A L'écologie pirate de la politologue et militante du syndicat « Front de mères » Fatima Ouassak qui invite chacune à être en fête pour ne pas laisser l'espoir et la joie à ses adversaires. Et au-delà de nos frontières, aux chants des Chiliennes et des Argentines contre les violences sexistes et sexuelles et aux danses des Égyptiennes sur TikTok, révoltées par le régime conservatiste.

RECRÉER LES ESPOIRS

En bons alchimistes, les danseurs transforment les rapports plombants en art. Ils ont aussi une capacité à réveiller la joie. Or, « la joie, c'est politique », a lancé Javel Habibi, célèbre *drag-queen* parisienne lors d'une de ses soirées mensuelles à la Flèche d'or à Paris, consacrée aux films politiques. Alors qu'étaient abordées les conditions de vie en milieu carcéral, artistes, paillettes et numéros libérateurs se sont enchaînés dans une ambiance survoltée. Des luttes décoloniales, aux mouvements de libération des femmes et aux revendications LGBTQIA+, la joie et la fête ont toujours été utilisées pour faire advenir une société plus juste, plus égalitaire et plus inclusive.

« La lutte, c'est aussi de la joie. C'est arracher au système qui nous oppresse, à la laideur du monde, les fragments des lendemains heureux. Et des présents aussi. La joie, c'est l'entrée en résistance. C'est refuser la place à l'ombre dans laquelle veut nous cantonner un système qui nous oppresse. C'est l'élan vital de la dignité. Car comment régénérer les forces militantes si nous ne chantons pas ? », s'interroge dans une tribune à *Vert* la militante d'Alternatiba Paris Mathilde Caillard, alias MC danse pour le climat, dont la vidéo en manifestation a fait le tour du monde, du show américain « Last week tonight » de John Oliver aux plus grands quotidiens comme *El País* ou *Le Monde*. Jon Palais, cofondateur d'Alternatiba – un mouvement écologiste lancé en 2013 – corrobore : « On ne peut pas être uniquement dans un militantisme sacrificiel, figé dans la peur. Ne serait-ce que pour durer longtemps dans la lutte, il faut être heureux, joyeux et solidaires. » Or, cette joie qui traverse le mouvement est majoritairement contenue dans un cadre privé et militant. En public, c'est la colère et l'expression de la peur qui dominent. La danse peut-elle changer la donne ?

La joie n'exclut ni le difficile constat d'un monde qui poursuit son réchauffement vertigineux ni le conflit à l'encontre des entreprises qui l'accroissent ou des dirigeants qui regardent ailleurs, mais le porte haut grâce à une forme d'*empouvoirement*. En cela, la danse et l'art sont considérés comme complémentaires d'autres formes de lutte. « Je ne veux pas que mon mode d'action soit utilisé pour décrédibiliser d'autres modes d'action. Toute action qui vise à élargir le mouvement, à protéger nos droits et le vivant, à dénoncer les destructions que nous imposent ce système, à interpeller, à éveiller les consciences, est à soutenir. », a défendu Mathilde Caillard sur Twitter.

DANSER POUR LE CLIMAT : LA JEUNESSE BOUGE POUR QUE TOUT CHANGE

« Notre génération grandit comme ça, avec la peur de tomber, la joie de créer, la rage de vivre et l'envie de nous réveiller au monde », écrit Le bruit qui court dans son manifeste. L'art joyeux pourrait transcender le désespoir, l'écoanxiété, la colère et la violence parce qu'il visualise le beau et le monde d'après. Pour le philosophe Patrick Viveret, « c'est une alternative entre logique de vie et logique de mort ».

METTRE L'ART AU SERVICE DU CLIMAT POUR ÊTRE « PLUS SEXY QUE LE CAPITALISME »

La manière dont les mouvements sociaux et écologistes luttent n'a rien d'anodin : elle a le pouvoir de dessiner les contours de la société à laquelle ils aspirent. Si joie et colère s'y côtoient en permanence, incarner publiquement l'espoir permet de faire entrevoir au public l'horizon des jours heureux. En effet, comment généraliser l'aspiration à une vie respectueuse des limites de notre planète si elle est teintée de restrictions et de privations, si elle apparaît comme un sacerdoce incarné par des martyrs ?

« Il faut aussi être à l'image du type de société que l'on veut construire : véhiculer la joie, être pacifique, non-violent, respectueux des différences et inclusif », m'a raconté Jon Palais dans une interview pour *Vert*. Un aspect largement développé par Pauline Boyer, également membre d'Alternatiba, dans son Manifeste pour la non-violence. « C'est une bataille culturelle, poursuit le militant de l'association basque Bizi, car la société capitaliste consumériste nous expose à des milliers de messages publicitaires chaque jour. Le fait d'être heureux à travers la consommation reste le paradigme culturel majeur. Il faut qu'on arrive à être plus sexy que le capitalisme. Pour cela, il faut mélanger la fête à la lutte, être joyeux. »

Une fête qui prend corps dans la rue mais aussi dans des tiers-lieux, où la structuration et l'organisation des luttes côtoient les soirées dansantes. À La Base, un lieu parisien, fermé en juin 2022, les karaokés, les soirées électro et les *blind test* cohabitaient avec les conférences et les ateliers variés. Des tiers-lieux semblables existent partout en France. Ils contribuent à cultiver le plaisir d'être ensemble et servent de laboratoire aux alternatives. C'est aussi là où s'organisent les manifestations. Depuis 2019, Alternatiba travaille à une programmation festive dans les marches, avec sono, chants et *playlist* endiablée. Des artistes accourent

RECRÉER LES ESPOIRS

aussi sur le camion, comme lors des manifestations contre la réforme des retraites de février-mars 2023. La comédienne et chanteuse Hélène Martellini y a entonné sa chanson « Oh rage », avant que ne reprenne le désormais tube « Pas de retraités sur une planète brûlée. Planète, climat : même combat », incarné par MC danse pour le climat. La viralité de la vidéo de MC a d'ailleurs étonné son camarade Gabriel Mazzolini : « Cela fait depuis 2019 qu'on a cette programmation festive avec de la danse dans le cortège ».

La danse, c'est aussi faire un pas de côté dans un monde tourné vers la productivité. « L'art ne produit pas de biens matériels. Il est dans la non-utilité, le non-productivisme », relève Maxime Ollivier. Elle sort ainsi d'une logique de rendement, où la bonne santé d'une société est évaluée à l'aune de la croissance de son produit intérieur brut (PIB). En se produisant dans la rue et de manière gratuite, les collectifs de danseurs pourraient bien contribuer à une révolution éco-culturelle basée sur la sobriété. « Il est plus que temps d'incarner de nouvelles façons d'être au monde. Cette transformation, nous avons l'intuition qu'elle passe par l'expérience artistique, support de nouveaux récits et imaginaires », pose le manifeste du Bruit qui court.

POUR UNE TRANSITION CULTURELLE

Face à l'urgence, l'heure est à l'engagement. Un engagement qui, s'il était auparavant perçu comme « ringard » par certains artistes comme le DJ Fakear, semble désormais en passe d'entrer dans le domaine du cool. En témoigne la chanteuse Pomme, nommée meilleure artiste féminine aux Victoires de la Musique 2022, qui a embarqué dans sa tournée l'association On est prêt de la productrice Magali Payen, afin de sensibiliser son public au déclin de la biodiversité. Ou les prises de position de certains influenceurs, habituellement dépolitisés, contre la réforme des retraites. D'ailleurs, la bifurcation de la société ne peut se passer de celles et ceux dont le talent et le métier est de susciter de la désirabilité, qu'ils soient danseurs, écrivains, chanteurs, publicitaires ou designers. « Quand le climat et la société font leur révolution, la culture ne doit pas s'abriter ou rester muette, mais au contraire nous inspirer. C'est un enjeu essentiel, car ignorer le champ de l'écologie et du vivant, ce serait y perdre son âme et renoncer à construire la culture d'après », avertit le Mouvement pour une écologie culturelle. Conduit par le pianiste Patrick Scheyder, le directeur du Campus des transitions (Sciences Po

DANSER POUR LE CLIMAT : LA JEUNESSE BOUGE POUR QUE TOUT CHANGE

Rennes, Caen) Nicolas Escach, et le prospectiviste Pierre Gilbert, ce mouvement pousse le secteur de la culture à opérer sa bifurcation écologique. Mais il ne s'arrête pas là. Il demande aussi la création de Maisons de l'écologie culturelle dans les territoires pour soutenir une véritable «transition culturelle» et ne pas réserver la culture aux élites.

Car c'est sans doute le défi majeur de la danse pour le climat : se démocratiser pour toucher un public large. « Il nous faut mobiliser tous les styles de danse, conjuguer les esthétiques pour que ce message ne soit pas dit dans une langue unique, mais dans une multitude. Assembler nos voix et amplifier l'écho », murmure le collectif Minuit 12. Une réflexion qui anime aussi Maxime Ollivier : « Quand on parle de danse, on imagine de la danse contemporaine ou du hip hop. Avec le Bruit qui court, nous réfléchissons à faire des danses traditionnelles, qui sont festives et rituelles. » Des rituels de sobriété à inventer pour mettre définitivement notre monde en mouvement vers des modes de vie qui respectent le vivant.

BIBLIOGRAPHIE

Jon Palais, « La bataille du siècle », Les liens qui libèrent, 2023, 288 p.

Patrick Scheyder, Nicolas Escach et Pierre Gilbert. « Pour une écologie culturelle », Le Pommier, 2022, 70 p.

Fatima Ouassak, « Pour une écologie pirate », Editions La découverte, février 2023, 198p.

Pauline Boyer, Johann Naessens, « Manifeste pour la non-violence », Éditions Charles Léopold Meyer, avril 2022, 256p.

Jon Palais, « Ne serait-ce que pour durer longtemps dans la lutte, il faut être heureux, joyeux et solidaires », Vert, 13 avril 2023

Mathilde Caillard, « Mathilde Caillard, techno-gréviste : « La danse a toujours fait partie intégrante des mouvements sociaux », Vert, 21 mars 2023.

Collectif, « Quand le climat et la société font leur révolution, la culture ne doit pas s'abriter ou rester muette, mais au contraire nous inspirer », Vert, 11 avril 2023.

DANSER POUR LE CLIMAT : LA JEUNESSE BOUGE POUR QUE TOUT CHANGE

RECRÉER LES ESPOIRS

OPÉRATION JEUNESSES

RÉCRÉER L'ESPOIR CHEZ LES 18-30 ANS

PAR JEAN-HERVÉ LORENZI ET HELEN VERRYSER

À PROPOS DE L'AUTEUR

Jean-Hervé Lorenzi est président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence et fondateur du Cercle des économistes. Il est également titulaire de la Chaire Transitions démographiques, Transitions économiques.

Helen Verryser est directrice du Développement et des Partenariats du Cercle des économistes.

SYNTHÈSE

Socrate affirmait que « rien n'est trop difficile pour la jeunesse », soulignant le potentiel infini d'espoir que représente cette génération. Pourtant, dans les grandes décisions et les débats politiques actuels, les jeunes sont trop souvent oubliés. Le projet Jeunesse(s), initié par le Cercle des économistes, vise à leur redonner la parole pour construire un avenir plus juste et durable. L'objectif est de favoriser une meilleure compréhension des enjeux auxquels ils font face en dialoguant avec eux et en utilisant une méthodologie dédiée pour définir des solutions concrètes et adaptées.

Dans cette note, Jean-Hervé Lorenzi et Helen Verryser présentent les principaux enseignements d'une enquête menée avec plus de 35 000 jeunes de 18 à 30 ans sur quatre thématiques principales : la santé et le bien-être, l'environnement, la démocratie et la citoyenneté, la formation et le travail. Celle-ci a révélé une jeunesse confrontée à de nombreuses difficultés, mais malgré tout porteuse d'espoir pour l'avenir. Loin des clichés, les réponses des jeunes nous montrent une génération en transition, parfois paradoxale, mais surtout prête au changement.

OPÉRATION JEUNESSES : RECRÉER L'ESPOIR CHEZ LES 18-30 ANS

Cette année les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence sont marquées par la présence du dossier « Jeunesses » comme cela ne fut jamais le cas ni précédemment ni aujourd'hui dans d'autres manifestations. Notre objectif est clair : mettre les décisions à prendre pour les 9,3 millions de personnes qui ont entre 18 et 30 ans au cœur même des préoccupations politiques et sociales de notre pays.

Pour cela, nous avons engagé un processus exceptionnel associant débats avec plusieurs dizaines de milliers de jeunes et des propositions qui seront soumises par quatre représentants de cette génération à la Première ministre.

Et oui, ces 13,7 % de la population totale sont une communauté importante à prendre en compte et elle est confrontée à des défis majeurs en termes d'emploi, d'inégalités sociales et territoriales, de transition écologique, de participation citoyenne ou de santé physique et mentale. Les sujets sont nombreux : le taux de chômage, la transition écologique, la dépression, l'isolement, le logement, la formation, les inégalités... Et les solutions sont possibles !

Jusqu'à présent trop souvent oubliée lors des grandes décisions et débats politiques, cette génération est prête à dialoguer et à s'engager dans la vie publique. Nous avons commencé modestement en 2022 en lançant une opération inédite : DAC - Discuter, Agir, Changer. Avec près de 16 000 répondants de 18 à 28 ans, cette conversation¹ a permis de brosser le portrait d'une jeunesse partagée entre inquiétude, espoir et désirs d'engagement, et de nuancer au passage quelques idées reçues sur la « génération Z ». Cette initiative a souligné un moral « en berne » chez les jeunes, une image du travail entre attentes d'intégration économique et d'épanouissement, des difficultés à se redonner un horizon collectif, des pistes pour réapprendre à faire société - où l'éducation est vue comme un préalable

¹ Avec le média Jam

RECRÉER LES ESPOIRS

indispensable -, et pour finir, la démystification de cette nouvelle « génération climat ».

Mais en 2023, le Cercle des économistes a changé d'échelle avec le lancement de son Projet Jeunesse(s), une initiative sans précédent avec, pendant 8 semaines, plus de 35 000 jeunes répondants qui ont partagé leurs avis sans filtre ! A terme, l'ambition est de favoriser une meilleure compréhension de leurs enjeux économiques actuels pour définir, dans un esprit de dialogue et avec une méthodologie dédiée, des solutions concrètes et adaptées.

Organisé en quatre grandes thématiques : la santé et le bien-être, l'environnement, la démocratie et la citoyenneté et enfin la formation et le travail, portrait de propositions en faveur d'une politique économique pour les jeunes... Voici les principaux résultats.

LA SANTÉ DES JEUNES, UN SUJET FONDAMENTAL, ET POURTANT...

Les chiffres de l'enquête DAC 2022 et 2023 reflètent une situation préoccupante pour les jeunes en termes de santé. La pandémie de la Covid-19 et le confinement ont eu un impact significatif sur leur bien-être psychologique, avec plus de la moitié des 18-30 ans déclarant un certain mal-être. Toutefois, il est encourageant de noter une certaine libération de la parole sur la santé mentale : 75 % des jeunes estiment que le sujet n'est pas tabou.

Parmi les jeunes déclarant un mal-être, ils sont 62 % à exprimer une forte corrélation entre leur niveau d'épanouissement social et leur situation financière. L'enquête a montré que le système d'aides sociales ne permet pas aux jeunes de vivre dignement, une situation aggravée par une augmentation du coût de la vie, des problèmes de logement et d'alimentation. Le passage dans la vie active est également une grande source de préoccupations et de difficultés pour de nombreux jeunes en raison d'un statut souvent précaire qui impacte leurs conditions de vie et leur bien-être.

OPÉRATION JEUNESSES : RECRÉER L'ESPOIR CHEZ LES 18-30 ANS

« Je n'ai pas les moyens de payer toutes les factures, juste l'électricité, mais je n'ai pas de chauffage, du coup l'hiver est TRÈS froid, je n'ai pas d'eau chaude vu que je n'ai pas de gaz » – Femme de 19 ans

L'étude a également révélé un constat inquiétant sur un mal-être lié aux discriminations subies chez les jeunes : plus de la moitié a déjà vécu des situations de discrimination ou de harcèlement. Ce phénomène touche en particulier les femmes, qui sont 64 % à avoir expérimenté des discriminations liées à leur genre. D'autres types de discriminations ont également été déclarées telles que le harcèlement scolaire, la xénophobie et le racisme.

« En tant que femme, ce sera certainement du harcèlement sexiste, ou même sexuel si je n'ai pas de chance, et question discrimination et bien niveau travail c'est le jackpot » – Femme de 22 ans

Face à ce constat, l'enquête DAC a également mis en lumière l'urgence pour les pouvoirs publics de faire davantage pour les jeunes en favorisant notamment l'accès au sport et à la culture. Leurs vertus sur le bien-être, le contact, l'intégration sociale et pour la vie professionnelle ne doivent pas être sous-estimés.

ENTRE ANXIÉTÉ ET ENGAGEMENT, PORTRAIT DE CETTE « GÉNÉRATION CLIMAT »

En 2023, le rapport DAC pointe que le climat est une préoccupation pour la plupart des jeunes (87 %). De même, la protection de la biodiversité est considérée comme une question prioritaire par 90 % des jeunes interrogés. Cette préoccupation environnementale se traduit également par un engagement plus important : 94 % des jeunes sont ouverts à s'engager pour le climat. Cette inquiétude, loin de se traduire par de la résignation, encourage en réalité un réel besoin d'engagement. Il se manifeste avant tout par de petits gestes au quotidien pour 46 % d'entre eux, une prise en compte de l'impact sur l'environnement de leurs déplacements (66 %) et une attention particulière portée sur leur consommation énergétique (84 %).

De nombreux jeunes reconnaissent leur propre responsabilité dans le changement climatique, c'est pourquoi ils remettent en question les modes de vie traditionnels et leurs choix de vie, tels que la parentalité et l'équilibre

RECRÉER LES ESPOIRS

entre l'ambition professionnelle et l'engagement environnemental, d'après les témoignages récoltés lors de cette enquête.

« La crise environnementale actuelle influence certains de mes choix, y compris ma décision de ne pas avoir d'enfant. Je crains que les générations futures ne connaissent pas le même niveau de qualité de vie que nous avons aujourd'hui » – Femme de 18 ans

Au-delà de ces actions volontaires, ils sont 3 jeunes sur 4 à se dire prêts à accepter des mesures autoritaires pour y parvenir. Les jeunes ont également exprimé des doutes quant à l'efficacité des sommets internationaux, tels que les COP et les bienfaits de la mondialisation. Face à l'ampleur de la tâche, ils se demandent s'ils doivent être ceux sur qui reposent les efforts. Ils expriment la nécessité d'un changement systémique et critiquent le manque d'actions des entreprises et des gouvernements.

« La situation ne peut pas changer avec des actions venant d'en bas. Il faut qu'en haut les puissances prennent leurs responsabilités sérieusement »
– Homme de 26 ans

COMMENT LES 18-30 ANS DÉSIRENT FAIRE SOCIÉTÉ DANS UNE FRANCE FRACTURÉE

L'enquête a révélé une inquiétude croissante chez les jeunes quant à leur avenir et leur place dans la société, une perte de confiance envers les institutions démocratiques, mais également une méfiance grandissante des jeunes envers la politique et la démocratie. En 2022, 37 % des jeunes ne se sentaient représentés par personne en politique. En 2023, ce chiffre a augmenté à 83 %. Ces chiffres traduisent un sentiment généralisé de n'être pas suffisamment écoutés lors des débats et décisions politiques, avec seulement 5 % d'entre eux se sentant entendus. Ce sentiment de fracture générationnelle est accentué par l'impression généralisée chez les jeunes (deux tiers des répondants) de devoir réparer les choix politiques des générations précédentes, tandis qu'ils sont à 74 % à exprimer une réelle préoccupation quant à la réforme des retraites.

OPÉRATION JEUNESSES : RECRÉER L'ESPOIR CHEZ LES 18-30 ANS

« On a d'une part les vieux qui ont toujours connu le même système politique et économique qu'ils ne souhaitent pas changer car cela remettrait tous leurs acquis économiques leurs droits sociaux et j'en passe et ils pourraient tout perdre. De l'autre la jeunesse qui aimerait changer cela pour avoir quelque chose de plus égalitaire, de partage et d'égalité des chances... »

– Homme de 26 ans

Face à ces constats, nombreux sont les jeunes qui demandent une éducation civique et citoyenne qui les aiderait à comprendre le fonctionnement du système politique et des rôles qui y sont associés. Ils expriment également la volonté de réorganiser le système politique français pour redonner plus de place au peuple dans les débats, remodeler la société pour qu'elle soit plus égalitaire et qu'elle se concentre davantage sur l'égalité des chances. Enfin, il ressort de l'enquête une forte attente envers les pouvoirs publics pour qu'ils assurent mieux les conditions d'une vie décente (éducation, soins, logement, emploi).

« Un canal simple et accessible pour interagir avec les institutions au quotidien. Il est difficile de s'exprimer auprès d'elles hors des élections, les citoyens sont peu consultés sur des aspects sociaux et sociétaux qui nous engagent tous »

– Homme de 26 ans

COMMENT ACCOMPAGNER LES JEUNES VERS LE MARCHÉ ET LE FUTUR DU TRAVAIL ?

Sésame pour entrer dans la vie active, le diplôme semble conserver une certaine importance aux yeux des jeunes, qui sont deux tiers à le considérer comme tel. En outre, 75 % des jeunes considèrent que la transition entre les études et la vie active est trop brusque et source de pression, et deux tiers d'entre eux estiment qu'ils manquent d'accompagnement dans ce moment charnière.

« On ne nous laisse pas le temps de nous connaître suffisamment pour savoir comment, en tant qu'individu, avec notre personnalité, qu'est-ce qu'on peut apporter à la société et qui nous permettrait l'épanouissement »

– Femme de 28 ans

RECRÉER LES ESPOIRS

En ce qui concerne les attentes des jeunes dans le travail, les chiffres de 2022 montrent que pour 49 % d'entre eux, le bien-être au travail est un objectif, et 69 % souhaitent pouvoir définir un équilibre entre vie professionnelle et personnelle. En 2023, le travail reste principalement un moyen de gagner sa vie pour 58 % des jeunes, bien avant d'être un moyen d'épanouissement (26 %). Faut-il y voir un désenchantement du monde du travail ? Les conditions de travail sont également un sujet important pour les jeunes, avec une attente particulière sur la pénibilité (20 %), le salaire (20 %) ou encore la localisation (20 %).

« Je pense que les jeunes ont l'envie et l'énergie de travailler mais d'une manière différente des autres générations » – Homme de 26 ans

Face aux mutations du monde du travail, les jeunes ressentent un réel besoin d'être formés tout au long de leur vie professionnelle en plébiscitant à 75 % la formation continue en entreprise. Ils sont également convaincus à 82 % de la nécessité de se former aux nouveaux enjeux contemporains tels que le climat et l'égalité. Ces attentes se reflètent aussi dans leur choix d'entreprise, avec 48 % d'entre eux qui prennent en compte la politique RSE de leur futur employeur dans leurs critères de choix.

Enfin, l'entrepreneuriat est-il l'avenir du travail pour les jeunes, comme on l'entend souvent ? S'ils sont 26 % à l'associer à une forme d'indépendance, il est aussi pour 42 % des jeunes synonyme d'inquiétudes (peur, « galère », désintérêt...).

Il ressort de cette enquête que les jeunes recherchent un modèle de travail plus flexible, un environnement professionnel bienveillant, et un sentiment d'utilité pour la société s'alignant avec leurs valeurs personnelles. Ils considèrent que la formation et les métiers doivent être adaptés à la transition technologique et numérique, mais que cela peut menacer les emplois peu qualifiés, dans un contexte où seulement un tiers des jeunes voit l'arrivée de l'IA comme quelque chose de positif en 2023.

OPÉRATION JEUNESSES : RECRÉER L'ESPOIR CHEZ LES 18-30 ANS

En conclusion, les premiers enseignements de cette enquête révèlent une jeunesse en proie à de nombreuses difficultés, mais malgré tout porteuse d'espoir pour construire un avenir plus juste et durable.

Il est essentiel de reconnaître que les jeunes constituent une partie importante de la population et que leur réussite est primordiale pour l'avenir du pays. En investissant dans leur éducation, leur formation et leur développement personnel, les conséquences ne pourront que contribuer à la croissance économique et sociale en France.

Les 7, 8 et 9 juillet prochains, les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence seront totalement bouleversées par cette nouvelle approche, cette initiative ambitieuse et réaliste !

Direction artistique et mise en page : Camille Hellot
Achévé d'imprimer en mai 2023 par STIPA
Imprimé en France

Remerciements :

Axelle Amirault, Pauline Despis-Pigozzo, Clément Lebourg, Mathis Poussardin,
Julietta Roquelaure, Alban Schneyder

Pour le projet Jeunesse(s) :
Camille Dueymes, Chloé Racault

RECRÉER LES ESPOIRS

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-HERVÉ LORENZI

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE STEVEN ERLANGER, PATRICE GEOFFRON,
AURÉLIE JEAN, AXELLE LEMAIRE, JEAN-HERVÉ LORENZI, SYLVIE MATELLE,
JULIETTE QUEF, CLAIRE THOURY, HELEN VERRYSER

Dans un monde en proie à l'incertitude, il est tentant de céder au pessimisme et à la résignation. Ce serait occulter un ensemble de domaines, qui touchent au bien-être, à la prise de conscience écologique, aux innovations technologiques, humaines ou aux grandes tendances sociales et sociétales, sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour insuffler un renouveau de nos sociétés.

Dans ce Cahier, le Cercle des économistes a rassemblé les contributions de neuf auteurs autour du thème « Recréer les Espoirs ». Six sujets y sont analysés, montrant chacun que d'une difficulté, d'une contestation ou d'une peur, peut sortir une raison d'espérer : les algorithmes, la décarbonation, le commerce international, l'Europe, la démocratie et les jeunesses.

Cet ouvrage est le deuxième tome d'une série de quatre Cahiers des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, suivant la logique en quatre temps qui structure le programme des 23^e Rencontres : Dissiper les incertitudes, Recréer les espoirs, Faire des choix, Amorcer les rebonds.

lesrencontreseconomiques.fr | lecercladeseconomistes.fr
